PARTI SOCIALISTE
Opération Porte Ouverte du mercredi 20 décembre 1972
Le Socialisme et les Chrétiens

Sommaire

Le président (Charles Hernu) 2
François Mitterrand 2
Charles Hernu 3
Pierre Mauroy 6
Père Templier 9
Père Bonnet 11
Pasteur Dumas 12
Félix Lacambre 14
Roger Fajardie 16
Philippe Farine 16
Pierre Mauroy 17
Anne-Marie Houbdine 18
Jean-Pierre Chevènement 20
Gabriel Marc 20
Pierre Mauroy 21
Jacques Cottereau 23
Pierre Mauroy 24
Claude Gault 24
Louis-Henri Parias 25
Pierre Mauroy 26
Père Templier 29
Marie-Thérèse Eyquem 30
Père Talec 32
Annick Poncet 34
Roger Fajardie 36
Père Talec 37
Roger Fajardie 38
Pasteur Dumas 38
Père Bonnet 40
Félix Lacambre 43
Jean-Pierre Chevènement 45
Yvette Roudy 48
Pierre Mauroy 49
Philippe Farine 51
Claude Gault 52
Louis-Henri Parias 53
François Mitterrand 54

Fondation Jean-Jaurès

La séance est ouverte sous la présidence de Charles Hernu.

Le président (Charles Hernu)

Nous allons ouvrir tout de suite cette deuxième "Porte Ouverte" sur le Programme commun, consacrée aujourd'hui aux Chrétiens et aux Socialistes.
Je vais, si vous voulez bien, tout de suite donner la parole à François Mitterrand.

François Mitterrand

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,
Voici notre deuxième débat. Nos invités ont bien voulu répondre aux sollicitations que je leur ai adressées afin d'engager, sur des sujets sérieux (combien sérieux !) une conversation entre les Socialistes que nous sommes, qui peuvent être Chrétiens, et les Chrétiens qu'ils sont, qui peuvent être ou n'être pas Socialistes.
A travers notre action telle qu'elle est définie dans le Programme Socialiste, puis dans le Programme commun, que de questions se posent, qu'un Chrétien désireux de vivre sa foi, tout en ayant pleine responsabilité de sa vie civique, doit connaître, auxquelles il est contraint, même s'il ne le désire pas, de faire réponse.
Et nous autres, nous-mêmes, qui avons l'ambition de gouverner la France et de gérer les intérêts de notre pays, en tenant compte de sa réalité, dans toutes ses composantes, comment pourrions-nous ignorer, l'importance du monde chrétien dont s'inspirent nos sources pour une large part ?
Voilà l'intérêt de ce dialogue qui ne trouvera pas son terme aujourd'hui, mais qui pourrait tout de même lancer un certain nombre de projections suffisamment claires pour que nul ne doute de nos intentions et très franchement de ce que nous ferons, de ce que nous ne ferons pas, de ce qui serait contraire à notre idéal, à nos objectifs, à l'explication que nous donnons de la société, mais tout aussi bien, et j'espère mieux encore, des points de convergence, sinon d'identification, qui peuvent nous rassembler.
Je vais vous quitter maintenant. J'ai tenu à me trouver parmi vous, puisque c'est moi-même qui ai invité nos amis, et j'avais un devoir de politesse à leur égard, indépendamment de l'intérêt considérable que j'attache à ce type de rencontre. Je ne partirai qu'un moment, mais il me faut répondre dans quelques instants au Premier Ministre, qui clôture la session parlementaire. Je crois que je suis le seul orateur membre de l'opposition à m'exprimer au nom, enfin, du Parlement, face au Gouvernement. Je ne peux donc pas manquer à ce devoir. Ce sera rapide, le Règlement parlementaire a des commodités pour les "Portes Ouvertes". Je reviendrai aussitôt après ; je pense donc être en mesure de revenir aux alentours de 16 heures. Il faut que je m'en aille, le débat commence à 15 heures. Acceptez, si vous voulez bien, mes excuses, surtout vous qui vous êtes dérangés beaucoup

Fondation Jean Jaurès

pour rencontrer ; Charles Hernu, Pierre Mauroy, bien d'autres encore, qui sont autour de ces tables, seront mes amis délégués, représentants, et en même temps participants avec pleine responsabilité à ce débat.
Je crois qu'il peut être utile et qu'il est temps de commencer. Mesdames et Messieurs, je vous remercie.

Charles Hernu

Je remercie François Mitterrand.
Nous le retrouverons tout à l'heure après son exposé à l'Assemblée nationale.
Autre modification dont vous voudrez bien nous excuser - elle est exceptionnelle - : Maurice Seveno est ici mais il doit lui aussi, tout à l'heure, quitter ce débat pour aller prendre la parole dans un meeting public, et il m'a demandé de faire mes débuts d'animateur à sa place. J'espère arriver à son niveau ; vous apprécierez tout à l'heure.
Je voudrais rapidement, Mesdames, Messieurs, Chers Amis, vous dire pourquoi la Commission d'organisation "Porte Ouverte sur le Programme commun", et nos amis du Parti Socialiste, ont tenu à organiser ce débat.
En effet, les signes sont nombreux, d'évolution profonde dans les communautés chrétiennes ; qu'il s'agisse du Rapport sur la Foi et la Politique, présenté par Mgr Matagrain, à l'Assemblée de l'épiscopat, ou du document issu de l'Assemblée des Églises Protestantes, ils traduisent, nous semble-t-il, d'importances convergences avec nos propres préoccupations. Nous trompons-nous ? Évidemment, c'est à ce débat de le dire.
C'est ainsi, donc, que nous avons souhaité engager le dialogue avec des Chrétiens de différentes opinions, pour leur demander comment ils entendaient construire la société de demain, et leur dire quel était le sens de notre engagement politique.
En effet, je dis cela pour nos confrères de la presse, que personne ne s'y trompe, il n'y a pas ici, d'un côté des Socialistes, et de l'autre côté des chrétiens, il y a des, Socialistes chrétiens ou non, et il y a des chrétiens Socialistes ou non. Il n'y a pas ce genre de différence entre nous.
Cette confrontation, donc, entre personnes de bonne volonté, ne sera pas inutile, pensons-nous, si elle nous permettait de réfléchir ensemble et de mieux situer les questions qui engagent l'avenir de l'homme.
Nous aborderons donc ce débat dans la perspective d'une recherche commune. Une telle confrontation est devenue possible parce qu'il nous semble que les chrétiens se posent en termes nouveaux la question politique. Ainsi en est-il à propos du rôle de l'homme dans la vie politique et économique. Pour nous le Socialisme implique - ainsi que tout à l'heure Pierre Mauroy pourra l'exposer, ainsi que l'énonce le Programme commun - que chaque travailleur, chaque citoyen, ait la possibilité et les moyens d'être partie prenante à l'élaboration des décisions, au choix des moyens, au contrôle de l'exécution et des résultats.
La politique, qui a été longtemps considérée par l'Église Catholique comme

Fondation Jean Jaurès

l'affaire de quelques-uns, concerne aujourd'hui, pour elle comme pour nous, la vie quotidienne de tous, et doit par conséquent devenir l'affaire de tous. Pour reprendre un mot de Monseigneur Matagrain, "la politique c'est le combat de tous à vivre en hommes".
Y a-t-il une convergence ? C'est encore au débat de le montrer. Dans quelle mesure et sur quels points ?
Par ailleurs, la foi n'étant plus seulement vécue comme une croyance privée qui ne transparaît pas dans le comportement, mais comme un engagement collectif, quelles vont être les conséquences de ce nouveau visage de la foi dans l'attitude politique des chrétiens catholiques et protestants ?
D'autre part, les injustices qui sont le fait de l'homme ont engendré des injustices structurelles telles que le changement des structures doit être envisagé. (Rappel de nombreux documents de l'Église, notamment l'encyclique "Pacem in terris", et celle sur le développement des peuples). En France, note le document de Lourdes, le système économique actuel appelle de profondes transformations.
Quelles transformations ? Nous essaierons aussi, dans le temps qui nous est imparti, d'en parler.
Des textes comme celui des Milieux indépendants, pour la justice dans le monde, comme la Réflexion de la Commission épiscopale française du monde ouvrier, dans son dialogue avec les militants chrétiens ayant choisi l'option Socialiste, comme le document protestant "Église et Pouvoir", posent de vraies questions que nous Socialistes nous nous efforçons de résoudre.
N'y a-t-il pas là matière à débat ?
Parmi les questions que nous aimerions voir soulever - mais d'autres seront probablement évoquées ici – on peut dire "questions soulevées par le document de Lourdes", il y a celles-ci :
Les catholiques français couvrent aujourd'hui tout : l'éventail politique (je cite) ; est-il possible pour un chrétien de s'accommoder de toutes les options, ou, pour l'Église catholique, de n'en privilégier aucune, ou de les admettre toutes ?
S'il y a des lignes de convergence entre chrétiens et Socialistes, quelles sont-elles ?
Le document de Lourdes énumère un certain nombre d'exigences éthiques qui sont les nôtres également.
Ainsi : la défense des faibles, la condamnation de la domination exercée par l'argent, l'impératif primordial de la responsabilité personnelle, le renversement des pouvoirs totalitaires ; la lutte des classes, également est évoquée dans le document de Lourdes avec un sens autre que celui qui, certes, est donné par la plupart des Marxistes.
Comment nous situons-nous les uns et les autres, face à cette question de la lutte des classes ?
Un premier inventaire des questions offertes met donc en évidence l'évolution des uns et des autres.
Ce n'est pas d'aujourd'hui que des convergences se sont affirmées entre des

protestants et le Socialisme. Nombreux sont ceux qui ont adhéré, mais même au moment où la hiérarchie catholique, prolongeant la voie ouverte par l'Encyclique "Rerum novarum", cherchait à définir les éléments d'une politique sociale, la plupart de ses membres restaient hostiles à la gauche.
Jean XXIII a favorisé l'ouverture de nouvelles routes. Des catholiques y rencontrent désormais le Socialisme. Elles peuvent les conduire et nous conduire ensemble, loin, en avant.
Tel est, au nom de mes amis Socialiste, le texte qui nous semble poser le débat.
Avant de donner la parole à Pierre Mauroy je voudrais vous dire qui est autour de cette table.
Je vais commencer par ma gauche, mais c'est la gauche seulement par rapport à moi, bien sûr.
Notre ami Maurice Séveno, que vous reconnaissez.
A côté de lui, Jacques Cottereau, membre de l'équipe nationale de Jeunesses Étudiantes Chrétiennes.
Roger Fajardie, membre du Comité directeur du Parti Socialiste, qui est chargé au Parti Socialiste des questions religieuses. Au demeurant, rien que dire cela montre une évolution certaine au Parti Socialiste.
A côté, le Père Pierre Talec, responsable du Catéchuménat de Paris.
A coté, notre ami le Pasteur André Dumas, Co-Directeur du Journal "Reformes".
A côté, M. Henry Parias, Directeur du journal "La France Catholique".
Ensuite, le Père Charles Bonnet, Professeur au Séminaire d'Issy-les-Moulineaux, Expert à l'Assemblée épiscopale de Lourdes sur "Politique, Église et Foi".
Ensuite, Pierre Mauroy, Marie-Thérèse Eyquem.
A côté, le Père Templier, qui est aussi, je crois, un des rédacteurs du document de Lourdes.
Claude Gault, Rédacteur en Chef de "Témoignage Chrétien"
Anne-Marie Houbdine, du Parti Socialiste, qui est ici à un autre titre, puisqu'elle est animatrice responsable du Mouvement Foi et Vie Sociale.
Yvette Roudy, du Parti Socialiste.
Ensuite, Gabriel Marc, président de l'Action catholique indépendante.
A côté, Félix Lacambe, journaliste à La Croix, mais qui est aussi ici au titre d'Ancien président de l'Action Catholique Ouvrière.
Puis, à côté, M. Philippe Farine, président du Comité catholique de lutte contre le faim et pour le développement.
Et Marie-Josèphe Pontillon, du Secrétariat.
Voici, Mesdames et Messieurs, nos invités.
Pierre Mauroy, tu as la parole.
Vous pouvez interrompre les orateurs, autour de cette et en fin de séance, comme l'a fait Maurice Séveno la dernière fois, il est évident que nos confrères de la presse, s'ils le souhaitent, pourront poser des questions. D'ailleurs François Mitterrand tout à l'heure sera là à nouveau pour répondre, avec Pierre Mauroy.

Fondation Jean Jaurès

Pierre Mauroy

Mesdames et Messieurs, évoquer le problème des chrétiens et du Socialisme, pour le représentant du Parti Socialiste, c'est immédiatement évoquer beaucoup d'histoire, beaucoup d'ambiguïté, beaucoup de problèmes, mais c'est aussi invoquer une marche irrésistible, et, en tous les cas, pour ceux de ma génération qui ont adhéré au Parti Socialiste, il y a vingt-cinq, vingt-six ou vingt-sept ans, qui sont entrés au Parti Socialiste à 17 ou 18 ans, ce n'était pas une aventure personnelle, c'était le problème d'une génération; c'était la volonté d'en finir avec beaucoup de ces ambiguïtés; c'était la volonté de faire en sorte qu'il n'y ait plus des problèmes en France pour que des chrétiens puissent, à part entière, venir avec nous, dans le Parti Socialiste servir le Socialisme s'ils en avaient le désir.

C'est ce que nous avons souhaité lorsque nous avions 20 ans, et c'est une sorte de consécration que de pouvoir organiser, à l'époque où nous sommes, un débat comme celui-ci.

En tous les cas, je trouve qu'il est très significatif d'une époque et très significatif d'une évolution.

Je dois dire que si, pendant des années, et dans les dernières années de la SFIO, le dialogue a été un dialogue de compréhension et de respect, les choses ont beaucoup changé depuis le dernier congrès d'Epinay, où de nombreux chrétiens, des chrétiens bien sûr Socialistes, - et il y en a de plus en plus -, y sont venus partager notre combat, et des chrétiens très engagés dans leur communauté chrétienne, qui sont maintenant très engagés dans le Parti Socialiste ; il y a par conséquent là une participation qui est plus marquante qu'elle ne l'était hier.

Et pourtant, je le précise d'entrée de jeu parce que je crois que c'est essentiel, la position doctrinale des Socialistes, que ce soit hier, à la SFIO, ou maintenant, au Parti Socialiste, était une position identique, et je tiens d'ailleurs rappeler, avec la déclaration de principe du nouveau Parti Socialiste qui n'a pas changé, qui est la même que la déclaration de principe d'hier de la SFIO, que le but du Parti Socialiste est de libérer la personne humaine de toutes les aliénations qui l'oppriment et, par conséquent, d'assurer à l'homme, à la femme, à l'enfant, dans une société fondée sur l'égalité et la fraternité, le libre exercice de leurs droits et le plein épanouissement de leurs facultés naturelles dans le respect de leur devoir à l'égard de la collectivité.

Et, immédiatement après ce texte fondamental, le Parti Socialiste regroupe donc, sans distinction de croyances philosophiques ou religieuses, tous les travailleurs, intellectuels ou manuels, citadins ou ruraux, qui font leurs l'idéal et les principes du Socialisme.

Cette déclaration, eh bien, c'est notre règle, à nous, Socialistes, et cela, depuis le début du siècle, et, malgré cela, il y a eu un certain nombre de problèmes.

Pourquoi donc y a-t-il eu ces problèmes en France ?

Je crois qu'il fallait les chercher tout au long du XIXème siècle; ses racines profondes, bien entendu, prennent naissance à la fois dans certains liens des Églises et de l'ordre établi, en particulier, en France, pour l'Église catholique; et

Collection Jean-Jaurès

aussi, il faut le dire, dans l'évolution, dans les réactions souvent radicales du monde ouvrier la monarchie de droit divin, la coupure grandissante, au XIXème siècle, entre chrétiens et le monde ouvrier, bien que des personnalités telles que Blumark (?) ou Gunther (?), qui affirmaient que le Socialisme, en pratique comme en théorie, incarnait le besoin de justice divine, étaient des figures solitaires dans le XIXème siècle.
Cette monarchie de droit divin a, dès le départ, créé une sorte de coupure qui apparaissait irrémédiable. Le mouvement ouvrier lui-même, avant de devenir Socialiste, était avant 1914, non seulement en lutte contre le capitalisme, mais aussi contre toutes les idées des classes moyennes. Il était un peu anti-national, anti-monarchiste, anti-clérical et anti-religieux
La seule exception, pourtant, en ce XIXème siècle, était celle du mouvement travailliste britannique, fortement influencé depuis le milieu du siècle, avant même la publication du manifeste communiste, influencé par Morice (?) et surtout par Gintley (?).
Enfin, la confusion : on n'insistera pas beaucoup, parce que c'est théorique, mais cela a joué énormément, la confusion terrible et la confusion durable entre le matérialisme historique et le matérialisme dialectique, qui devait acheter de creuser le fossé.
Et pourtant, dans ces considérations sur les statuts de la première Internationale, Karl Marx parlait de moralité, parlait de vérité, parlait de justice, au nom du Socialisme. Et, dans un moment d'angoisse, Karl Gintley (?) définissait l'histoire du mouvement Socialiste comme le chemin du golgotha pour la libération du prolétariat et de l'humanité.
Ce qu'il faut bien voir et ce qui est capital, c'est que les problèmes que nous avons eus entre chrétiens et Socialistes sont des problèmes spécifiquement français, typiquement français, alors que dans les autres pays, autour de nous, il y a eu une évolution qui a été tout à fait différente.
Nous avons déjà mentionné la Grande-Bretagne, où la naissance du travaillisme est constamment liée au mouvement de la Fabian Society (?) et largement imprégnée de la pensée chrétienne. La Norvège, et plus généralement les pays Scandinaves, qu'ils aient reçu ou non une éducation religieuse, sont profondément influencés par le luthérianisme qui a marqué de son empreinte la vie nationale, et les mouvements social-démocratique et travailliste en ont également reçu l'empreinte, ce qui leur a permis d'évoluer dans la pensée et dans l'action sans drame, sinon sans aucun problème avec l'Eglise et avec les chrétiens.
Au Pays-Bas il y a des partis politiques protestants et catholiques, des syndicats protestants et catholiques, des compagnies de radiodiffusion protestantes et catholiques. Néanmoins le Parti travailliste hollandais a réussi à former, après la guerre, un parti politique, un parti fondé sur la coopération politique entre personnes ayant des conceptions de vie très différentes : chrétiens et non chrétiens, humanistes, protestants et catholiques. Et il n'y a pas si longtemps,

dans le Parti Socialiste des Pays-Bas, il y avait une sorte de section pour les protestants, une sorte de section pour les catholiques, et une troisième pour ceux qui n'était ni catholiques ni protestants.
En général, eu Europe occidentale, il est évident qu'en de nombreux pays Scandinaves, les Pays-Bas, la Grande-Bretagne, pour ne citer qu'eux, la réalisation de ce qu'ont fait les Socialistes, au Gouvernement, et, finalement, les propositions des Socialistes, ont eu le large appui de larges courants de chrétiens.
Voilà ce qui se passait par conséquent hors de France.
Et maintenant nous pouvons constater une évolution considérable. Pourquoi constatons-nous cette évolution considérable ? Ce fera tout le débat.
Mais je veux simplement dire que pour les Socialistes d'aujourd'hui il y a finalement trois problèmes qui sont essentiels :
Le premier, c'est notre exigence lorsque nous parlons de liberté et lorsque nous parlons de justice. Nous voulons aller jusqu'au bout de la liberté et jusqu'au bout de la justice. Et par conséquent, instaurer une société où effectivement on puisse dire sans fard "liberté", sans fard "justice". Il y a cette exigence, et le Programme commun de Gouvernement, puisque c'est une porte ouverte sur le programme de Gouvernement, c'est d'abord cette exigence, et à partir de cette exigence nous avons à tirer toutes les conséquences.
Ensuite, une deuxième notion que je considère comme capitale, c'est celle de la responsabilité.
De l'éducation chrétienne que j'ai eue de ma mère - mon père était un instituteur, j'ai partagé, par conséquent, dans une famille de 7 gosses, le drame des chrétiens et des Socialistes, vous voyez pourquoi j'en parle un peu de cette façon - j'ai retenu surtout la notion de responsabilité. Ma mère, sans cesse, mettait l'accent sur : être chrétien, c'est finalement être responsable, et je peux dire que dans la démarche intellectuelle du Socialisme d'aujourd'hui, je trouve qu'être Socialiste c'est aussi être responsable et qu'un Socialisme de la nécessité, qui est sans doute un Socialisme indispensable dans les pays du Tiers-Monde ou dans des pays qui n'ont pas atteint un certain niveau de vie, peu à peu se substitue à un Socialisme de la responsabilité, c'est-à-dire de la liberté, de la démocratie. C'est ce Socialisme de la responsabilité que nous voulons promouvoir en France et que nous voulons promouvoir dans les pays européens hautement industrialisés qui ont dépassé un certain seuil de développement.
Parler, par conséquent, de ce Socialisme de responsabilité, c'est donc dire, si nous voulons regarder les événements et regarder l'avenir, que la société que nous proposons et la société où nous voulons aller avec ce Programme Commun de Gouvernement, n'est ni la société qui existe dans le camp occidental, bien entendu, ni davantage une société "Socialiste" que l'on a proposée depuis maintenant un demi-siècle, c'est une société qui n'existe nulle part au monde, dont il n'y a aucun modèle. Ce que nous voulons, c'est une société originale. Je crois que c'est cela, la société Socialiste, c'est une société comme la suite des

Fondation Jean Jaurès

nombres, la société Socialiste c'est toujours N + 1, ce sont des femmes et des hommes qui essayent d'établir la liberté, la justice, qui ne sont jamais satisfaits, sans doute, de ce qu'ils ont fait et qui croient à la perfectibilité de l'homme, par conséquent en la nécessité de toujours faire mieux.
Eh bien, cette notion de responsabilité, cette notion de perfectibilité de l'homme, puisque, en définitive, c'est notre finalité fondamentale à nous, Socialistes, traduit cette volonté d'une société nouvelle, traduit assez, si vous voulez, les grandes perspectives des Socialistes d'aujourd'hui, et c'est peut-être la raison pour laquelle nous sommes autour de cette table et nous pouvons aujourd'hui établir un certain nombre de convergences. En tous les cas, c'est tout le débat.

Charles Hernu - Je remercie Pierre Mauroy.
J'ai vu, Pierre, pendant que tu parlais, nos invités prendre beaucoup de notes ; je crois donc qu'il y a beaucoup de questions à poser.
Je voudrais saluer l'arrivée à notre table d'un Secrétaire national du Parti Socialiste, vous l'avez reconnu, c'est notre ami Jean-Pierre Chevènement.
Pierre Mauroy a planté le décor, si j'ose dire, du Parti Socialiste, et son décor intérieur en même temps, ce qui nous a tous intéressés. Puisque nous voulons aborder les problèmes actuels, peut-être serait-il bon de planter le décor du côté catholique et du côté protestant, en demandant au Père Joseph Templier ce qu'a été la toile de fond de Lourdes, et puis en demandant, s'il veut bien, au Pasteur Dumas ce qu'a été la toile de fond de l'Assemblée protestante de Caen.

Père Templier

Nous avons travaillé, bien sûr, pour sortir les documents qui sont sortis de Lourdes, sur un fond de tableau, sur une conjoncture politique qui n'apparaît peut-être pas toujours de façon expresse à travers les documents, mais qui était tout de même, pour nous, notre décor.
Je vais dire les points que j'ai retenus, le Père Charles Bonnet, qui était avec moi, pourra compléter dans un instant.
Je crois que, sur ce fond de tableau, il y avait 6 points principaux qui nous retenaient :
Le premier était de constater que l'activité politique, qui a été longtemps réservée aux partis, ou à l'Assemblée Nationale, ou au Parlement, était en train de gagner du terrain en direction de la vie quotidienne. Nous constations qu'un grand nombre d'organisations de toutes sortes, organisations syndicales, par exemple, mais aussi mouvements de jeunesse, mouvements de femmes, mouvements autour des consommateurs ou des moyens de transports, étaient des organisations qui, bien sûr, avaient des buts spécifiques particuliers, mais dont toute l'activité avait aussi un impact politique, et nous avons constaté que l'activité politique aujourd'hui ne consistait pas simplement en la conquête et l'exercice du pouvoir, mais aussi en la participation à la vie sociale de toute une population.

Fondation Jean-Jaurès

Le deuxième point, c'est une constatation aussi sur les pouvoirs accrus de la politique aujourd'hui. Longtemps l'activité des hommes a été plus ou moins livrée au hasard ou à l'initiative privée. Or, nous constatons qu'en raison des innovations techniques et du développement culturel, d'immenses secteurs de l'activité humaine deviennent aujourd'hui des secteurs qui sont soumis à la décision politique, qu'il s'agisse de la santé, de l'habitat, du transport, de la vie de famille, des loisirs, que sais-je encore, jusque dans l'intime des personnes ; les comportements et les mentalités sont maintenant façonnés par les décisions politiques et le problème prend de l'ampleur lorsqu'on pense que la télévision est capable de mettre à la portée de toutes les discussions cette question.
Troisième point, nous avons évoqué le jeu compliqué des différents pouvoirs. Nous avons constaté, dans le monde d'aujourd'hui, la place exorbitante des pouvoirs économiques, des pouvoirs financiers, des pouvoirs techniques et même de nouveaux pouvoirs qui naissent, comme le pouvoir syndical. Nous avons constaté la place du productivisme, que les débats sur la croissance, l'année passée, ont manifestée et la question qui nous retenait était celle-ci : l'Etat sera-t-il en mesure d'imposer son pouvoir à ces gigantesques pouvoirs, qui se dressent face à lui comme des contre-pouvoirs ? Question d'autant plus brûlante que les firmes multinationales dépassent très largement les frontières d'un pays, donc, que peut la politique d'un seul pays ?
Quatrième constatation : la politique, à l'heure actuelle, engage le devenir de l'homme ; elle ne consiste plus simplement en détermination d'objectifs au coup par coup, elle ne consiste pas non plus en choix de moyens, mais elle engage des finalités, elle engage donc toute une conception de la vie, toute une politique de l'homme et il n'est qu'à regarder, constations-nous, le titre des différents programmes politiques, pour s'apercevoir que ces titres manifestent toute une signification de l'homme, de la société, et de l'évolution historique ; je pense à des titres comme "Changer la vie", ou encore "Un sens à la vie", qui sont des titres récents,
Si nous avions ce fond de tableau sur la politique qui engage toute une conception de l'homme, toute une finalité humaine, nous constations, en déduction, la radicalité des affrontements. Qui dit finalité humaine dit forcément choix entre des finalités, multiplication des alternatives. Quelle sera notre société ? Est-ce que ce sera une société de la puissance ? De la croissance ? De la responsabilité ? De la fraternité ? Du bonheur ? A ce niveau, ce sont des conceptions profondes qui s'opposent, voire des conceptions métaphysique, et l'affrontement, en tout état de cause, ne peut être qu'un affrontement sans concession, car toute concession prend toujours, à ce niveau-là, l'allure d'un reniement, d'où une situation conflictuelle qui prend les allures d'une guerre de religion.
Enfin, dernier aspect qui nous a retenus - le dernier au moins que j'aie noté - la survalorisation de la politique chez beaucoup de personnes. Nous, nous avons relié cette survalorisation de la politique au fait que, si nous avons constaté que

maintenant, non seulement tout a une dimension politique, mais que, pour beaucoup, la politique était devenue le tout de l'homme, c'est que de plus en plus souvent la foi disparaît. C'est l'incroyance ou, pour employer un terme technique, chez nous les chrétiens, la sécularisation qui, prenant du terrain, fait que l'homme cherche les conceptions de son existence et les perspectives à donner à son histoire simplement en lui-même ou dans la société et, pour cela, la politique devenait la tentative pour répondre à la question la plus décisive, celle du sens ultime de l'existence.
Voilà le fond de tableau sur lequel nous avons travaillé et qui a présidé, je crois, à l'élaboration des documents qui ont ensuite paru.

Charles Hernu - Je vous remercie.
Je salue l'arrivée - je dis cela pour nos confrères de la presse - à cette table d'Annick Poncet, qui participe à nos débats et va s'y associer.
Si le Pasteur André Dumas - je m'en excuse auprès de lui, il est un peu minoritaire.. en tant que protestant j'entends !..(rires).. - veut bien donner la permission au Père Bonnet de dire un mot avant lui sur Lourdes...

Père Bonnet

Je voudrais simplement dire très rapidement, sur Lourdes, qu'indépendamment des objectifs que le Père Templier vient de souligner, il y avait quand même très fortement, chez les évêques, la pensée de jouer à deux niveaux :
D'abord, effectivement, réconcilier les chrétiens avec la politique. Je crois que c'est Pierre Mauroy qui a fait remarquer que la politique, qui pour les chrétiens était réservée à quelques-uns, leur apparaissait le fait de tous, et je crois que ce n'est pas lié seulement à l'évolution du christianisme, c'est lié à l'évolution de la démocratie qui est entrée aussi dans le peuple chrétien. Les évêques, s'apercevant que pour beaucoup de chrétiens cette dimension ne tenait pas une place suffisante dans leur foi, ont voulu insister beaucoup là-dessus, car il ne faut pas perdre de vue que, s'il y a beaucoup de chrétiens qui s'intéressent à la politique, cela reste encore une minorité, et que beaucoup n'ont pas vu le lien entre leur foi et la politique.
Ensuite, le deuxième élément, c'est qu'ils tenaient aussi à désacraliser la politique et qu'ils ne tenaient pas du tout, comme l'a dit le Père Templier, à ce qu'on recommence les guerres de religion, à ce qu'on recommence, comme autrefois, à refuser le Socialisme au nom d'une espèce de foi pure et sans analyse, ou à ce qu'on lui substitue aujourd'hui la nécessité d'aller au Socialisme également au nom de la foi. Si les chrétiens veulent aller vers le Socialisme, que ce soit en raison des exigences de leur foi, bien sûr, mais que ce soit aussi le résultat d'une analyse politique - et le 6ème point insiste énormément sur cette rationalité que les chrétiens doivent faire dans leur choix.
Également à propos des exigences éthiques - c'est l'utilisation qui en a été faite par Charles Hernu qui m'y a fait penser parce qu'elle me rappelle celle de

Fondation Jean-Jaurès

beaucoup de chrétiens, dans les réunions où je vais, - tout le monde dit, les UDR, les Réformateurs : "Mais, c'est ce que nous vivons !". Je m'en réjouis partout, mais je dis partout aussi : les évêques sont heureux que ce soit ce que visent les différents Partis, mais ils continuent à poser la question : est-ce que vous le vivez vraiment jusqu'au bout ?
Il ne faudrait pas que chaque Parti tire la couverture à lui en disant : « C'est notre programme », mais il faudrait que chacune dise aussi : « C'est le programme que nous avons à mettre en application jusqu'au terme ».

Charles Hernu - Je crois qu'on répondra sur ce point tout à l'heure, sauf l'assimilation aux UDR-Réformateurs, que je récuse pour ma part, bien sûr ! (rires).
Alors, je demande à nos invités de ne pas hésiter à lever le doigt et à interrompre pour que le débat soit vivant. La parole est au Pasteur Dumas, et à Félix Lacambre après.

Pasteur Dumas

Je vais être bref et énoncer scolairement 5 points, pour imiter le Père Templier.
Le premier point c'est une réflexion sur ce document qui a paru il y a un an et sur l'Assemblée générale du protestantisme, qui a eu lieu à Caen le mois dernier.
Premier point, je pense que nous ne devrons pas tomber dans un cléricalisme de gauche qui succéderait à un cléricalisme de droite, parce que ce serait simplement, au fond, une sorte d'opportunisme, de mode.
Il était de mode que les chrétiens, au XIXe Siècle, soient réactionnaires ; il serait de mode que les chrétiens, au XXe siècle, du moins dans une partie de leur opinion, soient à gauche...

Pierre Mauroy - C'est une belle mode, ça !
(Applaudissements).

Pasteur Dumas -Je crois qu'il faut toujours vivre par conviction et non pas par mode. C'est pourquoi je dirai, sur ce premier point, que je me méfierai d'un Socialisme qui se voudrait trop religieux et je me méfierai d'une Eglise qui se voudrait trop politisée. Je crois qu'il y a une différence entre ce qui, d'un côté, est une théologie, une confiance en un Dieu personnel et, de l'autre, une idéologie nécessaire en vue de mobiliser les masses humaines pour un programme gouvernemental.
Alors, je ne déduirai pas, de manière trop immédiate, trop sacralisante, à mon avis d'ailleurs c'est le danger du totalitarisme, d'élever une idéologie au niveau d'une théologie.

Charles Hernu - Donc, si j'ai bien compris : pas de cléricalisme de gauche ! (Applaudissements).

Fondation Jean Jaurès

Pasteur Dumas - Non.
Second point qui va un peu en sens inverse : je crois que pour les protestants, le document "Eglise et Pouvoir" a représenté la sortie de la sphère privée cornue étant la seule sphère dont il est légitime de parler dans le domaine religieux. Vous savez, on avait très souvent tendance à dire : la politique, comme la sexualité, c'est une question privée dont il n'est pas question de parler, ce sont vos opinions privées. Et je crois que de découvrir que les questions politiques, c'est-à-dire les questions de structures collectives, sont des questions dont on doit débattre dans les Églises, dans les paroisses, après avoir dit mon premier point, est un point, me semble-t-il, très important parce que cela retrouve, à non avis, par delà l'individualisme du XIXème siècle, la dimension collective de la vie humaine dont je crois, d'ailleurs, que souvent la tradition chrétienne n'avait pas oubliée, mais que le XIXème siècle avait terriblement omis, et je pense qu'une des grandes sources de rupture entre, d'un côté disons les Eglises et, de l'autre, l'espérance Socialiste, c'était justement que les Eglises considéraient que tout ce qui était du domaine collectif et politique n'était pas du domaine privé, que la religion c'était du domaine privé et qu'il y avait une scission extrêmement dommageable entre les deux.
Troisième point : la découverte - alors, cela, c'est tout à fait le document "Eglise et Pouvoir", - la découverte que nous sommes dans une société qui a de considérables pouvoirs technologiques et productifs et que ces pouvoirs sont mal utilisés au point de vue de la répartition des biens produits et au point de vue de la justice sociale tant à l'intérieur d'un pays qu'à l'intérieur du monde.
Il y a donc une contradiction entre d'un côté les potentialités et, de l'autre côté, la justice, et je dirai volontiers peut-être que les chrétiens du XIXème siècle étaient soucieux de propriété privés, j'espère que les chrétiens du XXème sont soucieux de justice sociale.
C'est donc fondamentalement la découverte qu'il y a quelque chose qui ne va pas dans l'utilisation que nous faisons du pouvoir. Ce n'est pas une négation irresponsable du problème du pouvoir, c'est la question de savoir comment ce pouvoir peut-il être utilisé de manière juste ?
Quatrième point : Vous savez que le document comportait une alternative. Moi, j'ai toujours posé la question : pourquoi est-ce qu'on ne pose pas l'alternative entre néo-capitalisme et Socialisme, mais enfin je reprends les textes du Document : il s'agit d'une alternative entre voie réformiste et voie révolutionnaire, donc d'une alternative entre les modalités plutôt qu'une alternative entre les contenus.
Cette alternative voulait dire - et je crois que la notion d'alternative est importante - que nous sommes devant des choix, c'est cela d'ailleurs la politique, ce n'est pas de se trouver devant une permanence gouvernementale ou une nécessité technocratique, mais de se trouver devant des choix à la fois électoraux et gouvernementaux. Il fallait donc énoncer ces choix et, en gros, au fond, le

document "Eglise et Pouvoir" consistait à dire : si les réformes ne sont pas assez efficaces pour corriger, au niveau de la Justice sociale, les potentialités technologiques du pays dans lequel nous nous trouvons, nous serons acculés de manière regrettable, mais d'une certaine façon presque inévitable à des voies révolutionnaires que l'on pourrait éviter s'il y avait un réformisme suffisamment hardi.
Voilà, en gros, au fond, le contenu de ce document.
Je crois qu'il était bon d'employer ce terme d'alternative même si, naturellement, cela a suscité quelques remous parmi le public des Eglises parce qu'on est peu habitué a voir des chrétiens le couteau entre les dents mais, ceci étant dit, je crois qu'il est bon de savoir que nous nous trouvons devant un certain nombre de choix et qu'il n'y a pas une sorte, au fond, de progression continue de la croissance, en oubliant peut-être qu'il y a une progression parallèle continue de l'injustice.
Enfin, le dernier point - je reprends un mot que j'ai beaucoup aimé dans l'introduction de Pierre Mauroy : le mot "responsable".
Je crois que "responsable", cela ne veut pas dire qu'on laisse faire, cela ne veut pas dire non plus qu'on oblige à faire, cela veut dire qu'effectivement chacun se trouve devant la décision de faire, et cela me paraît un mot à cet égard excellent, sur lequel je me retrouve profondément.

Charles Hernu - Je vous remercie. Eh bien, après, si on peut dire, en résumant vulgairement : le Socialisme après Epinay, les Catholiques après Lourdes et les Protestants après Caen, je crois avoir vu un certain nombre de doigts qui se levaient. Dans l'ordre : Félix Lacambe, Roger Fajardie, Philippe Farine, Anne-Marie Houdbine.
On pourrait peut-être aborder les questions de la responsabilité dont le Pasteur Dumas vient de parler.
Je donne la parole tout de suite à M. Félix Lacambre.
Je rappelle, à nos amis qui étaient en retard, qu'il est l'ancien président de l'Action Catholique ouvrière, actuellement journaliste au Journal "La Croix".

Félix Lacambre

Je voudrais compléter le tableau par une prise de vue qui se situe, non pas au niveau des hiérarchies responsables, mais au niveau d'une expérience de base.
Mais, d'abord, avant d'intervenir, je veux préciser que j'interviens ici à titre purement personnel ; je n'engage ni le journal dans lequel je travaille au service d'informations religieuses, ni l'Action catholique ouvrière dont je suis Membre de base après avoir été président et Secrétaire général, c'est vrai, mais aujourd'hui je n'ai aucune responsabilité.

Pierre Mauroy - Nous sommes tous libres et responsable !

Fondation Jean-Jaurès

Félix Lacambre. - Contrairement à mon voisin, je ne représente rien que moi.

Philippe Farine - C'est déjà pas mal.

Félix Lacambre - Mais je voudrais, à ce titre de l'expérience personnelle, montrer en quelques minutes comment ont cheminé des militants ouvriers qui sont chrétiens vers une option Socialiste, au sens large... je pense à mes Camarades de l'Action Catholique ouvrière et je crois que cela complète le tableau de la situation de l'Eglise aujourd'hui, par rapport à la visée politique des choses.
Ces militants ouvriers - car les Membres de l'ACO sont, par définition engagés dans des organisations syndicales, familiales ou politiques - ont découvert, à partir de leur vie concrète, et non pas à partir d'analyses théologiques, la situation qui était la leur, qui était une situation de frustration, d'écrasement dans un régime capitaliste qui développe les injustices et les inégalités de manière presque structurelle, presque, allais-je dire, sui generis.
Bien sûr, ils n'ont pas fait l'analyse tout de suite, mais ils l'ont faite dans l'expérience de la vie quotidienne et ils en sont arrivés, à travers leurs organisations, à vouloir changer ce système de manière assez importante pour qu'il s'agisse de remplacer le régime capitaliste, et ils en sont arrivés à ce qu'ils appellent, d'un terme général : l'option Socialiste, ce qui ne veut pas dire qu'ils adhèrent tous au P.S., mais ce qui veut dire que dans les Organisations syndicales, familiales, culturelles et même dans l'adhésion politique, ils mettent en cause le système actuel qui est basé sur le profit, qu'ils contestent, sur les exigences de la production, sur l'épanouissement de l'homme passant après la productivité des entreprises, sur un pouvoir politique dominé par les puissances économiques, etc.
Et donc, c'est à travers leur expérience qu'ils en sont arrivés à cette option et vous avez remarqué qu'ils ne séparent pas leur foi de leur engagement dans la société, et ce type de dialogue nouveau qui s'est instauré avec l'Eglise, notamment à travers le document dont Charles Hernu a parlé tout à l'heure : première étape de la réflexion des Evêques dans les groupes de militants ouvriers chrétiens ayant fait l'option Socialiste, vous avez remarqué qu'ils ne tiennent pas à sacraliser le Socialisme, ils tiennent à garder leur responsabilité humaine dans l'ordre de la construction d'un régime Socialiste, mais ils tiennent aussi, à l'intérieur de cette construction, non seulement à y garder leur foi, mais à y vivre leur foi et même a pouvoir la partager avec d'autres, ce qui me paraît extrêmement important à verser tout de suite au tableau de fond du débat qui nous rassemble ce soir.

Charles Hernu - Merci. La parole est à Roger Fajardie, membre du Comité Directeur du Parti Socialiste.

Roger Fajardie

Il me semble que si l'échange auquel nous nous livrons aujourd'hui peut avoir lieu, c'est parce qu'un changement très profond, je le crois, est intervenu au moins au niveau de la hiérarchie catholique.
Ce changement se manifeste notamment au travers du document de Lourdes, par l'idée de l'autonomie entre la foi et la politique.
Je crois que c'est une notion très importante.
Au fond, sans remonter très loin dans l'histoire il y a, disons un bon demi siècle, il n'en était pas ainsi et l'Église catholique apparaissait de quelque manière liée au monde capitaliste et il est intéressant de constater que le Pape de l'encyclique rerum novarum condamnait en même temps le Socialisme comme une doctrine monstrueuse et admettait le capitalisme comme la règle. Ce qui signifie qu'il y a une évolution véritablement considérable dans l'état d'esprit de l'Eglise catholique. On n'imagine pas, en 1972, un Pape disant cela, bien au contraire. Et l'encyclique pacem interis et le Schéma XIII, sont là pour démontrer le contraire.
Alors, ce qui est finalement le plus important, ce n'est pas nécessairement que l'Eglise catholique se prononce pour le Socialisme, ce n'est pas le problème et je serais tenté de dire que ce n'est pas une bonne chose et ce n'est pas ce qui est souhaité. Ce qui est important, c'est que dans le monde actuel, l'Eglise catholique reconnaisse à ses membres le pluralisme des choix politiques possibles, sans que cela puisse poser le moindre problème.
Dans l'état actuel des choses cela devient possible et je crois qu'il plaît à des Socialistes de le constater, surtout quand ces Socialistes sont catholiques, ce qui arrive, mais d'une manière générale il est important, pour le mouvement Socialiste de constater que ce problème, par rapport à l'Eglise, qui était un problème grave, presque insoluble il y a un demi siècle, ne se pose plus.
Donc acte et donc acte avec plaisir !
Et si de surcroît - référence au Schéma XIII, référence à Pacem interis, référence au texte de Lourdes - à l'égard des problèmes sociaux, l'Eglise apporte des réponses qui véritablement vont dans le sens de notre préoccupation, et cela fera l'objet de notre débat, eh bien cela nous est donné de surcroît par le mouvement catholique et nous nous en réjouissons.

Charles Hernu - Je crois que M. Philippe Farine a demandé la parole.
Vous savez que M. Philippe Farine est le président du Comité catholique de lutte contre la faim et pour le développement.

Philippe Farine

Après ce que vient de dire Fajardie, je crois qu'il y a là un point de convergence extrêmement important pour la suite de nos débats.
1/- Refus de tout cléricalisme de gauche, comme de droite, autrement dit, l'Eglise n'a pas à consacrer le Socialisme et, de surcroît, si nous pouvons débattre c'est parce que nous vivons dans une société pluralisme, reconnue, et

qu'aujourd'hui on peut dire, me semble-t-il, que pour les chrétiens de France, la grande libération c'est cette consécration d'un pluralisme qui ne veut pas dire de l'indifférentisme, on pourrait y revenir, mais enfin cela me paraît très important faute de quoi ce type de débat n'aurait pas lieu, parce qu'on essaierait de faire du racolage, or ce n'est pas du racolage, c'est une recherche.
2/- II y a quelque chose qu'il faut bien avoir présent à l'esprit, me semble-t-il, c'est qu'un chrétien est à la fois, quand il est engagé, un bon militant politique, je crois et également un mauvais militant politique. Il est un bon militant politique, parce qu'il croît et il veut aller jusqu'au bout, comme beaucoup d'autres il essaie d'aller jusqu'au bout, mais il est aussi un mauvais militant ou enfin, si vous voulez je mettrai mauvais entre guillemets, parce que pour lui, je crois que l'engagement politique ne sera jamais non seulement totalitaire, mais totalisant et que, vis-à-vis de son propre engagement politique - cela m'est arrivé - il continuera toujours à exercer une fonction critique. Et je crois que c'est en même temps un apport pour la formation politique dans laquelle il est engagé, parce que cela la protège justement de tous les risques totalitaires ou totalisants.
Voilà ce que je voulais dire.
Mais je voudrais ajouter une chose ; c'est une question à Pierre Mauroy, sur un autre sujet, qui peut engager une autre discussion.
Dans tous les exemples qu'il a posés toute l'heure sur le Socialisme étranger, j'ai remarqué que pratiquement, partout où il ne s'était pas posé de question, il faisait allusion à des Partis Socialistes, disons, qui n'étaient pas très enracinés dans le Marxisme, le Labour, la Social Démocratie allemande etc... Alors, est-ce que n'apparaît pas une question que l'on pourrait poser justement sur le lien justement entre Socialisme et Marxisme.

Pierre Mauroy

C'est une question, mais auparavant je voudrais reprendre l'observation que Philippe Farine a faite sur le point de convergence.
Cela me paraît déjà être un point extrêmement positif on le savait déjà avant ce débat, mais c'est important tout de même de l'avoir souligné, de savoir que l'Église n'a pas à consacrer le Socialisme, mais fait nouveau, elle n'a pas non plus à ignorer le Socialisme, par conséquent, sur ce plan là, je crois que c'est cela finalement la nouveauté.
Ensuite, et cela m'a beaucoup intéressé, parce que vous avez fait une espèce d'analyse psychologique du comportement d'un chrétien, or justement dans le nouveau parti, le Parti Socialiste d'aujourd'hui, ce qui nous frappe beaucoup, c'est que les chrétiens ont tendance à être maximalistes, nous les voyons arriver comme considérant peut-être qu'ils ont un temps de retard et, dans la vie de nos sections, dans la vie de nos Fédérations où se fait l'intégration d'un Parti Socialiste plus traditionaliste d'hier avec ces chrétiens qui arrivent maintenant, il y a des problèmes de psychologie et ce que vous avez expliqué est extrêmement important, c'est une explication finalement à l'attitude du chrétien vis-à-vis de

son engagement religieux, vis-à-vis de son engagement politique, qui entraîne un certain nombre de répercussions dans la vie de tous les jours.
Il était utile de souligner ce comportement psychologique.
Enfin, sur le troisième point, c'est vrai que les liaisons entre le Marxisme finalement et le Socialisme, ont été différentes dans les autres pays de ce qu'elles ont été en France et c'est vrai alors que jamais, jamais le Parti Socialiste n'a exigé de ses membres d'être Marxistes et de toute façon cela a toujours été la grande confusion entre le matérialisme historique, c'est-à-dire la conception que l'on pouvait se faire de l'histoire et le matérialisme dialectique, l'analyse de la société que l'on acceptait au nom du Marxisme, mais à un moment donné cette confusion s'est peut-être faite et s'est installée, alors que jamais elle n'a été dans les textes et maintenant je dois dire que plus personne ne peut faire cette confusion. Et lorsque j'entends je le dis, M. Peyrefitte, dont les propos perfides - tous les jours à la radio ou à la télévision - veulent schématiser les camps dans cette campagne électorale, d'un côté ceux qui seraient les bons soldats de l'occident au nom de leur morale, et de l'autre côté l'affreux camp marxiste, je considère que c'est la pire injure, au bon sens et l'injure à l'intelligence que l'on puisse faire, or nous savons qu'il n'est pas inintelligent et c'est cela qui est grave.
C'est vous dire que, sur ce plan-là, dans le Parti Socialiste, il y a ceux qui sont marxistes au sens de conception totale et il y a ceux, dont beaucoup, dont je suis, je m'excuse de cette note personnelle, avec beaucoup d'autres et de plus en plus avec cette nouvelle génération, mais peu importe, on ne pose même pas le problème et cela n'a pas d'importance, en fonction de ce que vous avez dit justement fort bien, cela n'a aucune espèce d'importance, ceux qui prennent le Socialisme pour analyser la société, mais qui ne font pas du Marxisme la philosophie, leur philosophie personnelle et la philosophie générale de l’histoire.

Charles Hernu - Le rôle de l'animateur est parfois délicat, il y a maintenant une heure que nous avons commencé ce débat, il y a sept de nos invités, c'est bien normal, qui veulent s'exprimer, alors peut-être pourrions-nous maintenant sortir non pas des généralités, ce n'est pas ce que je veux dire, mais aborder des points peut-être plus précis, notamment ceux de la responsabilité etc. etc.
Est-ce que ceux qui ont demandé la parole en sont d'accord ?
Je donne la parole à Anne-Marie Houbdine, membre du Parti Socialiste, mais aussi animatrice du Club Foi et vie sociale.

Anne-Marie Houbdine

Je pense que maintenant effectivement, comme il faut sortir des généralités, je ne risque pas d'approfondir le problème de la responsabilité et je voudrais simplement l'introduire.
Pour nous Socialistes, je pense quand même et cela doit être souligné, qu'il y a des convergences - enfin nous pouvons le penser - entre un certain courant Socialiste et tout une évolution de la mentalité chrétienne. Alors, il ne s'agit pas,

et je suis bien d'accord avec ceux qui ont parlé précédemment, de faire un cléricalisme de gauche, mais de chercher comment il s'articule, s'il y a des points de convergence Socialistes, et si oui comment il s'articule. Pour ma part j'en vois un qui peut être une charpente au débat, mais qui devra bien sûr sur bien des points être éclairé, c'est la notion de responsabilité.
Je veux dire par là qu'il n'y a pas tellement longtemps, quand les chrétiens parlaient de politique, il est évident que c'était un problème réservé à un certain nombre de Socialistes, c'était un domaine réservé et que la grande masse des chrétiens, de l'homme de la rue, n'avait pas à se sentir concerné par ces problèmes, du moins si je généralise bien sûr.
Il apparaît maintenant que la politique, devient enfin l'affaire de tous et que, en tant que chrétien, à partir du moment ou l'on se dit que le monde doit être construit dès maintenant et que le monde qu'il s'agit de bâtir est un monde plus juste, eh bien la question qui se pose est de savoir comment permettre à l'homme de prendre sa vraie place, comment construire un monde où chaque homme puisse avoir sa dignité et puisse participer aux décisions qui engagent sa vie de tous les jours.
C'est un premier point et alors est-ce que, sur la notion de responsabilité et là j'embraye aussi sur la notion de décision multiple qui a été soulignée tout à l'heure, est-ce qu'il n'y a pas maintenant un seul lieu politique où l'on prend des décisions, mais il y a des lieux divers, il y a la région, la municipalité etc.... où l'on prend des décisions. Sur le plan économique il y a différents lieux aussi où sont prises les décisions importantes, qui concernent la vie de l'homme et que veut dire le fait d'être responsable ? Que signifie la dignité de l'homme appelé à être responsable ?
Alors je pense, enfin je ne veux plus approfondir ce problème maintenant parce que c'est un problème qui est posé, que certains de nos camarades vont réagir là-dessus.

Charles Hernu – Chère Anne-Marie Houbdine il y a un petit problème et Maurice Seveno a sans doute une méthode que je n'ai pas, c'est que sur ce que tu viens de dire, beaucoup de petits billets me sont parvenus me disant : je veux tout de suite intervenir deux minutes ...
Je crois que c'est une solution, parce qu'autrement les débats vont s'égarer et je vais tout de suite donner la parole à Chevènement, Secrétaire National du Parti Socialiste, ensuite Gabriel Marc. On va faire le tour de la question qui vient d'être posée, on peut y consacrer 40 minutes peut-être ... (protestations) ...30 minutes ... vous estimez que c'est trop long ?
Alors, deux à trois minutes chacun !
Jean-Pierre Chevènement d'abord. Vous voyez qu'il n'est pas facile d'organiser un débat démocratique !

Jean-Pierre Chevènement

Je voudrais dire deux mots du sens des responsabilités et Dieu merci, du sens de l'irresponsabilité, qu'apportent les chrétiens au Socialisme.
Je crois qu'il y a dans l'engagement Socialiste une dimension qui est celle du pari. Saint-Mathieu dit : celui qui veut sauver sa vie la perdra, celui qui veut la risquer la sauvera.
Je crois que c'est profondément Socialiste et que c'est une dimension essentielle de l'engagement, que ce soit celui des chrétiens ou celui de ceux qui ne sont pas chrétiens.
On peut évidemment considérer que les chrétiens sont un peu maximalistes, qu'ils font prédominer le jugement moral sur le jugement politique et c'est vrai qu'un engagement politique suppose un certain type de démarche, suppose une appréciation du rapport de force, suppose un certain sens des responsabilités.
A cet égard le Marxisme, qui se veut scientifique, permet l'analyse des rapports de force, mais la question que je me pose souvent, moi, dont je ne saurais pas dire si je suis marxiste ou si je suis venu par une sorte d'élan chrétien vers le Socialisme, je n'en sais vraiment rien au fond, c'est celle de savoir s'il n'a pas manqué au Marxisme cette dimension de pari et si, en définitive, ce n'est pas ceci qui est l'apport essentiel des chrétiens aujourd'hui. Et, de ce point de vue là, on peut considérer que Marx chez nous ait été peut-être à son aise parce que c'est un philosophe, un humaniste, un sociologue remarquable, qui appartient véritablement à la tradition occidentale, bien sûr, et que l'injure de Peyrefitte est stupide là, car incontestablement le marxisme nourrit la pensée moderne.
Mais, pour les disciples de Marx qui attendent que le fruit mûr tombe de l'arbre, il y a peut-être une leçon à recevoir d'un engagement des chrétiens qui aujourd'hui féconde le Parti Socialiste et qu'effectivement le moment est venu du pari, ce qui n'empêche pas un sens très aigu de la responsabilité.

Charles Hernu - Monsieur Gabriel Marc, président de l'Action catholique indépendante.

Gabriel Marc

Je voudrais moi poser une question à laquelle j'attends une réponse que je n'ai pas trouvée dans le programme commun.
Avant de poser ma question, je voudrais tout de même préciser que je ne parle pas là en tant que représentant du courant politique chrétien, mais comme président élu d'un mouvement où tous les courants politiques sont simultanément présents et je prie que l'on note à cet égard que, quand on parle du pluralisme, c'est plus facile à écrire dans un texte épiscopal que de vivre dans l'affrontement.
Alors, on a beaucoup parlé tout à l'heure, et c'est un point qui m'a séduit au passage, d'un Socialisme de responsabilité. C'est séduisant en effet, mais cela me paraît presque aller de soi, et voilà pourquoi.

Confrontation Jean Jaurès

L'alternative Socialiste aujourd'hui est une alternative à un régime qui est capitaliste, appelons-le par son nom, et qui repose sur une espèce de pessimisme foncier, me semble-t-il, à l'égard des hommes qui seraient ainsi incapables d'un certain dévouement, d'une certaine responsabilité par conséquent, enthousiaste, à l'égard du bien commun.
Il reste donc à le prendre comme il est et à instituer entre les hommes une certaine concurrence, une certaine émulation qui ainsi suppléerait à cette incapacité de responsabilité.
Par définition donc, presque, me semble-t-il, le capitalisme comporte une certaine violence, une violence...
L'alternative me paraît devoir libérer cette violence, mais aussi reposer sur l'existence d'un courant d'enthousiasme, d'un courant de dévouement au bien commun, d'un courant de renonciation aux droits acquis, pour servir quelque chose.
Alors ma question est la suivante : est-ce qu'aujourd'hui, dans une situation concrète comme celle de la France, vous estimez qu'il existe pour une alternative rapide une suffisante masse d'hommes enthousiastes, dévoués au bien commun et susceptibles d'exercer cette responsabilité à laquelle vous faisiez allusion tout à l'heure.
Et, si vous ne l'estimez pas, si vous n'estimez pas que ce courant est suffisant maintenant, qu'est-ce qui est fait pour l'alimenter et ne risque-t-on pas ainsi, pour que tout de même les choses marchent, d'aboutir à une espèce de violence, qui serait à son tour une obligation de conversion des gens qui ne sont pas dévoués au bien commun ?
Si je dis cela, c'est parce que je suis chrétien, je suis membre d'une Eglise qui depuis deux mille ans s'efforce en vain ... enfin s'efforce avec peine, de faire passer précisément des hommes par cette conversion d'un état où l'on cherche à être servi à un autre état où l'on cherche à servir. Et à maintes reprises dans l'histoire, lorsque nous avons pensé proposer des formes de société, nous n'avons pas craint, je dois le dire, une certaine violence et même une violence certaine, même si c'était par le recours au bras séculier.
Ne risquez-vous pas, pour que quelque chose se passe, de devoir en faire autant ?

Charles Hernu - II y a des questions. Cela ne veut pas dire qu'il y ait forcément réponse, nous sommes là pour réfléchir, mais peut-être Pierre Mauroy peut-il réfléchir tout haut ?

Pierre Mauroy

Je crois que le premier élément, l'analyse que vous avez faite de la société capitaliste, est une analyse que nous faisons aussi et sur ce plan là j'ai noté des convergences. Lorsque vous dites par exemple que la société capitaliste engendre nécessairement la violence dans cette société, ce n'est pas la peine de

Fondation Jean-Jaurès

développer davantage, mais vous savez que, sur le plan de cette société nous pouvons nous rejoindre et vous avez eu cette bonne formule, à savoir que ce qu'il faut c'est servir et non pas se servir.
Alors, c'est vrai que peut-être le Socialisme dans le Programme Commun, on voit souvent des bénéficiaires, on voit souvent des allocations, cela nous apparaît tout à fait indispensable compte tenu du retard et compte tenu de la situation de certaines catégories et c'est vrai que l'arrivée de la Gauche au pouvoir signifierait pour un certain nombre de personnes qui vivent dans des conditions lamentables, et certaines catégories de citoyens, véritablement pour eux une vie nouvelle, une vie là où sont leurs préoccupations, préoccupations qui sont peut-être celles de la nécessité, même dans notre pays, plus que celles de la responsabilité, compte tenu de la situation exacte que la société capitaliste leur a faite.
Cela dit, si l'on devait ramener les Socialistes uniquement à cette notion de partageux, ce n'est pas nouveau, ce partage, ce n'est pas ce que vous faites évidemment ; ce serait une mascarade Socialiste. Nous l'avons dit tout à l'heure, notre but, - c'est vraiment notre finalité - c'est véritablement l'homme et, par conséquent, au-dessus de cette nécessité de satisfaire toutes les catégories sociales et d'être partageux, si vous voulez, entre guillemets, il y a la recherche d'une spiritualité qui doit être au service du Socialisme, et je dirai même que cette spiritualité, aujourd'hui, ce n'est pas seulement la spiritualité des chrétiens, qui sont ici, c'est, au-delà de cette table, au-delà du pays qui nous ; intéresse et au-delà même de l'Europe, avec ses hauts niveaux de vie, la connaissance que nous avons qu'en Asie, dans, bien des pays, il y a d'autres formes de spiritualité, et que la aussi, il faudra peut-être essayer, d'établir des points de convergence entre le Socialisme, qui devient de plus en plus internationaliste, et justement toutes ces formes de spiritualité.
Autrement dit, notre problème sera de dépasser la chrétienté, de retrouver bien d'autres croyances et, bien d'autres spiritualités à travers le monde.
Je suis toujours frappé par un fait, chez les Socialistes, chez ceux qui adhèrent au Parti Socialiste, même dans les pires moments, où les positions paraissaient vraiment inconciliables entre les chrétiens et les Socialistes, en tout cas difficiles, c'est que, chez le militant Socialiste, il y a naturellement un élan, une foi qui, croyez-le, dépassent vraiment le dévouement pour une cause immédiate, mais qui manifestement, se situent dans un niveau d'une spiritualité qui est inséparable du Socialisme.

Charles Hernu - Il y a des auditeurs, des confrères de la presse, dans notre salle, qui m'ont fait passer des petits mots ; bien sûr, je leur donnerai la parole pour qu'ils posent des questions tout à l'heure, mais tout le monde sera d'accord pour que l'on fasse d'abord un tour de table complet.
Nous avons le plaisir d'avoir parmi nous un responsable de l'équipe nationale de la JEC, Jacques Cottereau. Vous avez la parole.

Jacques Cottereau

Une précision d'abord : je ne tiens pas à engager le mouvement de la JEC sur ce que je vais dire.

Charles Hernu - Chacun parle librement ici.

Jacques Cottereau - Je voudrais poser le problème de la responsabilité, c'est-à-dire de la façon dont les hommes, aujourd'hui, et en particulier ceux qui sont exploités, peuvent prendre en main leur avenir et peser sur les choix politiques,
II est intéressant d'avoir noté, particulièrement à travers le texte de Lourdes, l'évolution de cette conception de la politique, qui est passée d'une simple gestion des affaires techniques, qu'on remettait aux mains de spécialistes ou de responsables qui décidaient pour les autres, à un courant de l'Église qui reconnaît que tous les aspects de la vie sont politiques, qu'il n'y a pas d'affaires privées indépendantes de problèmes politiques globaux. D'autre part, cela concerne tous les hommes en même temps. Mais est-ce que ce courant ne reste pas une vision de type un peu idéaliste ? On parle de biens communs, par exemple ; qu'est-ce que cela peut représenter aujourd'hui, pour les chrétiens et pour les Socialistes ? Qu'est-ce que cela peut représenter, sans reconnaître le rôle, par exemple, du rapport de force, que posait Jean-Pierre Chevènement ? De quelle manière est-on arrivé à régler cette question ? Et de quelle manière les chrétiens, aujourd'hui, ne restent pas en deçà de l'évolution de la société et ne poussent pas les conditions concrètes de transformation sociale ?
En même temps, n'y a-t-il pas une certaine conception implicite derrière ces termes de biens communs, d'évolution globale de la masse des chrétiens ? Ce sont quand même les élus, ce sont quand même les responsables politiques qui seront les moteurs de cette transformation. Et la question n’est-elle pas là, la question primordiale n’est-elle pas là, à savoir de quelle manière, aujourd'hui, les couches qui sont exploitées, qui sont les plus exploitées, de quelle manière les différentes catégories sociales posant des problèmes aujourd'hui - les jeunes, les lycéens, les femmes aussi - peuvent prendre effectivement en mains et peser directement sur les conditions sociales et sur les possibilités de transformation ? C'est une question qui m'apparaît aujourd'hui déterminante par rapport à tous ces problèmes, de responsabilité politique, car c'est le, je crois, le cœur de la question : quelle responsabilité, aujourd'hui, les chrétiens, les Socialistes peuvent avoir dans la société, dans la transformation de notre société ?

Charles Hernu - Si j'ai bien compris la question de Jacques Cottereau, elle va nous amener, dans un moment, à aborder deux autres problèmes qui sont sans doute ceux de l'auto-gestion - car les Socialistes ont une position spécifique sur ce problème et je crois que Jean-Pierre Chevènement sera tout indiqué, avec Pierre Mauroy, pour en parler tout à l’heure - et de la lutte des classes, dont il est

mention dans le document de Lourdes et au Parti Socialiste, peut-être avec des conceptions différentes. II y a tout cela déjà, dans votre question.

Pierre Mauroy

Je voudrais dire que la question posée maintenant rejoint un peu la question posée tout à l'heure, à savoir que, bien entendu, pour aller a une société Socialiste ou pour appliquer le programme commun, il ne peut pas être question que nous, ici, autour de la table, ou qu'une certaine élite fasse son travail et que tous les problèmes soient réglés automatiquement.
Un problème permanent, c'est d'être soutenus, et d'être soutenus par des forces populaires, d'être soutenus par le peuple. Et ce peuple, bien entendu, pour avoir son appui, la première condition, c'est de manifester notre exigence. Dès lors que nous parlons de libertés, nous les voulons intégralement ; dès lors que nous parlons de justice sociale, ce n'est pas une justice sociale entre guillemets, mais véritablement la justice sociale.
Par conséquent, il faut, au peuple, ouvrir les portes de l'espoir, et je crois que ce programme de gouvernement, ce programme commun et le rassemblement que nous avons fait de l'ensemble de la gauche, qui était aussi une exigence compte tenu de la situation particulière de notre pays et de révolution de l'Europe, ouvrent ces portes de l'espoir, et ce n'est pas pour rien qu'à ce meeting de la porte de Versailles - chose qui est tout de même un fait à signaler - vous avez eu plus de 100.000 personnes, c'est-à-dire un rassemblement plus important encore que celui qu'on avait connu en 1936.
II y a donc là, de la part des responsables, la volonté de motiver tous ceux qui sont concernés. C'est évident que la gauche, qui n'a pas d'intérêts, que la gauche, qui n'a que ses idées, a comme devoir, pour tout ce qu'elle fait - maintenant pour proposer un programme, demain pour gouverner, si elle est au pouvoir - de motiver sans cesse tous ceux qui la soutiennent et de faire en sorte que de grandes forces populaires soient toujours motivées, soient toujours concernées et se sentent toujours responsables de la réussite de l'expérience gouvernementale de la gauche.

Charles Hernu - Justement, cela nous amène à une série d'observations et de questions : d'abord, Claude Gault, rédacteur en chef de Témoignage Chrétien, ensuite M. Parias.

Claude Gault

On a des petits problèmes, on fonctionne un peu comme au concile : au concile, on posait des questions et on avait la réponse trois jours après...

Pierre Mauroy - Ici, on la donne aussitôt !

Claude Gault - On est un peu conciliaire à ce niveau-là !

II y a quelques points sur lesquels je voudrais revenir, parce qu'ils sont restés permanents. D'abord, le pluralisme et, tout à l'heure, j'ai eu un certain frisson. Je me demande - ce n'est pas du tout dans le propos de Fajardie, d'ailleurs - s'il n'y aurait pas tentation, pour les Socialistes, quelquefois, de se dire : maintenant, cela progresse nettement, parce que l'Église reconnaît le pluralisme ; en conséquence, s'il y aura toujours des chrétiens à droite, on pourra en avoir aussi à gauche. Cela me paraît quand même une notion du pluralisme discutable.
Le pluralisme ne veut pas dire qu'on peut accepter n'importe quoi, et les textes des évêques donnent une liste, assez impressionnante, de choses qu'en tout état de cause les chrétiens ne peuvent pas accepter, notamment en ce qui concerne l'injustice, la non participation, etc.
II y a une sorte de minimum que les chrétiens doivent admettre au départ et qui est préalable a toute acceptation du pluralisme.
Deuxième point, qui est lié à toute cette notion de responsabilité : je dois dire que, dans ce débat, je suis content que Parias parle après moi ; je suis un peu gêné, c'est qu'on parle tellement de convergence que je finis par me demander comment il se fait qu'il n'y ait pas 3 ou 400.00 chrétiens qui aient déjà adhéré au Parti Socialiste. On est d'accord sur tout depuis le début de la séance. II doit tout de même y avoir des chrétiens qui ne sont pas d'accord.
Autre point, et je rejoins ce que disait Chevènement tout à l'heure, je crois que ce qui fait le problème de la présence des chrétiens à l'intérieur du Parti Socialiste, ce qui les rend maximalistes, c'est que ce risque, dont parlait Chevènement, je me demande si, au fond d'eux-mêmes, dans leur subconscient, ils le courent de la même façon que les autres. En tant que chrétiens, ils se disent qu'ils ne jouent pas toutes leurs cartes pendant leur séjour terrestre et, par conséquent, s'ils peuvent prendre des risques beaucoup plus facilement que les autres? s'ils ratent cela, après tout, ils ont une deuxième mi-temps...
(Rires)
Le deuxième aspect qui les rend aussi "enquiquinants"
dans le Parti Socialiste, c'est qu'ils ont une notion de salut
individuel, c'est-à-dire que le risque, pour eux, c'est d'abord de sauver leur âme, et qu'ils ont beaucoup de mal à transposer cela dans un contexte politique…

Gabriel Marc - N'exagérons rien !

Claude Gault - Bien sûr, je force la note pour vous faire réagir, mais cela joue aussi, je crois, dans la mentalité des chrétiens.
Charles Hernu - Monsieur Parias, qui est, vous le savez, directeur du journal "La France Catholique", a la parole.

Louis-Henri Parias

Ce que je veux dire touche surtout aux propos de Monsieur Pierre Mauroy.
Tout à l'heure, Monsieur Mauroy nous a expliqué que nous passions d'un

Socialisme de la nécessité à un Socialisme de la responsabilité. En plus, dans le portrait qu'il nous a fait de ce Socialisme, il nous a dit que ce Socialisme n'avait pas, en fait de modèle dans le camp occidental et que cette société n'existait nulle part au monde.
J'ai été quand même frappé par cette phrase, parce que c'est un projet qui nous est donné, dont nous ne savons pas au juste ce qu'en sera la réalisation...

Pierre Mauroy - C'est une démarche très chrétienne, cela.

Louis-Henri Parias - Oui, je sais ; je crois que c'est parce que c'est une démarche chrétienne que je voudrais insister sur sa fragilité... (Rires)
Ceci dit, cette société, donc, se définit par la responsabilité et la perfectibilité. On peut dire d'une certaine part que, dans beaucoup de partis politiques, on a entendu les mêmes mots ; la responsabilité et la perfectibilité, c'est un peu le programme commun, peut-on dire, de tous les partis. Mais ce qui me frappe, c'est qu'on retrouve des idées semblables chez des hommes qui sont de votre race et de votre lignée et que, pour ma part, j'admire ; je pense, par exemple, à un homme comme Buchez (?) qui, au XIXème siècle, fut l'un des hommes représentant une gauche, je crois, assez importante dans le Socialisme français et qui développait déjà des idées similaires de responsabilité, dans un temps, où l'économie nous poussait beaucoup plus a la nécessité qu'à l'a responsabilité.
Je trouve curieux, par exemple, que l'on puisse séparer ces deux notions.
En Tanzanie, M. Reynier (?), qui, à l'heure actuelle, lutte pour que les indigènes puissent manger a peu près correctement, peut-il séparer la responsabilité de chaque individu de la nécessité de leur donner à manger ?
Est-ce que tout individu, dès lorsqu'il est affront à un programme économique, s'il veut qu'il y ait une certaine justice dans la distribution, donc que la nécessité soit satisfaite, est-ce que cela n'implique pas une responsabilité pour chacun ?
Par ailleurs, ce qui me frappe dans votre position, c'est ce que j'appelle la via media. D'une part, nous sommes en face d'un totalitarisme de droite, disons, pour faire court, donc des puissances du libéralisme, avec tout ce que cela implique lorsqu'il est sauvage, le profit, et, d'autre part, nous sommes en face quand même de certains modèles qui existent, ces modèles Socialistes que nous connaissons à l'Est et qui, hélas, ont créé des perturbations et des troubles dans la vie humaine de ces hommes que nous ne pouvons pas ne pas oublier.
Alors, la question que je pose, c'est que cette via media, dans laquelle vous êtes et dans laquelle vous vous engagez, pris du reste, entre ces deux totalitarismes, ne risque-t-elle pas, tôt ou tard, de vous faire pencher vers l'un ou l'autre pour vous maintenir ? Et cette fragilité dont je parlais tout à l'heure n'est-elle pas peut-être une des choses les plus graves de votre projet, de votre opération ?

Pierre Mauroy

Je voudrais vous répondre ; là, on est véritablement au cœur du problème, qui

n'est pas seulement le problème des chrétiens et des Socialistes, qui est au cœur de tous les problèmes qu'on peut se poser, que peut se poser l'ensemble du peuple.
Je dois dire que nous avons discuté de responsabilité ; nous avons parlé de toutes ces notions et valeurs du Socialisme ; il est peut-être temps maintenant, tout de même, d'ajouter ceci : c'est que le Socialisme n'est pas seulement une entreprise de bonne volonté et, par conséquent, la reprise de toutes les valeurs qui sont des valeurs du christianisme d'ailleurs, dont beaucoup ont été transmises par les différentes sociétés, y compris par les sociétés capitalistes ; il faut bien dire aussi que le Socialisme a un caractère distinctif et qu'être Socialiste, c'est accepter ce caractère distinctif et le voilà, le caractère distinctif, c'est qu'en définitive, la société capitaliste, qui est fondée sur le profit, c'est une société qui entraîne des aliénations et que ce sera toujours un leurre de véritablement parler des libertés, de véritablement parler de la justice si l'on ne supprime pas cette caractéristique de la société capitaliste, autrement dit si l'on ne passe pas de la société capitaliste à une société Socialiste.
Cela, c'est fondamental ; ce ne sont pas seulement des mots vains, ce n'est pas seulement une entreprise de bonne volonté ; c'est un signe distinctif et comme tout à l'heure, je pense, quand ont été abordés le problème de la réforme et le problème de la révolution, qu'il y a longtemps que nous préconisons, non pas la révolution avec des couteaux, la révolution violente, mais une révolution, pacifiste et démocratique ; c’est notre exigence.
Autrement dit, la société que nous voulons créer demain, n'est pas seule à laquelle aboutit le programme commun, ce sont là les phases de transition, mais nous espérons aller, au bout de plusieurs législatures si l'on nous donne le pouvoir, vers une société où il ne s'agira pas seulement de faire des réformes ; ce ne sera pas seulement une addition de réformes ; il y aura, bien sûr, des réformes - et mieux vaut en faire -, mais en plus, la substitution de cette société Socialiste à la société capitaliste, c'est-à-dire la suppression du signe distinctif qui est une société qui est fondée sur le profit. C'est cela qui corrode absolument les valeurs, vos valeurs chrétiennes, les valeurs chrétiennes, qui les corrode tous les jours. Voilà le premier élément.
Deuxièmement, vous avez évoqué ce qui se passe en URSS et dans les régimes communistes. Ce à quoi nous voulons aboutir, avec le programme commun, c'est évidemment quelque chose de tout à fait différent de ce qui se passe à l’Est, et nous avons toujours dit avec force que nous ne sommes pas en train d’instaurer en France le régime communiste, pas du tout. Mais que maintenant, après des années de difficultés et, là encore, d'affrontements, et même des années terribles, utilisant l'analyse marxiste et uniquement l’analyse marxiste, je pourrais être amené à penser qu'il y a tout de même une certaine relativité entre tous les régimes Socialistes, et Socialistes entre guillemets, dont, pour certains, je n'accepte pas le Socialisme, mais il y a une certaine relativité entre toutes ces expériences Socialistes à travers le monde. C'est ainsi qu'on pourrait établir le

tableau de ce Socialisme, de la nécessité du Socialisme dur dans des pays qui sont des pays où l'on crève de faim et où il faut d'abord donner à manger. Tout le monde le ressent, y compris nos adversaires ; je suis tous les jours surpris devant l'extase, devant l'intérêt, devant presque la conviction subite que M. Peyrefitte et d'autres portent au régime chinois et au régime de Mao Tse Toung qui, lui, a toutes les vertus, parce qu'il est en Chine et parce que, manifestement, ce n'est pas la solution à nos problèmes. Mais, en définitive, le régime chinois s'applique à une société, et répond à une nécessité, de la même façon que le régime communiste sans doute a été une réponse à un pays qui n'avait jamais connu la liberté, jamais connu la démocratie…

Un participant dans la salle - Et qui ne la connaît pas !

Pierre Mauroy – C'est juste, et qui ne la connaît pas. Mais je m'excuse de vous dire que j'ai toujours vu une certaine différence entre ceux qui étaient aveugles de naissance et ceux qui perdaient la vue au cours de leur vie. Je suis frappé que les aveugles de naissance gardent cette espèce de sourire et cette espèce de joie parce qu'ils n'ont jamais connu les couleurs ; ils ne savent pas ce que c'est qu'un ciel, ils ne savent pas ce que c'est que la vie. Par contre, ceux qui ont perdu la vue, eh bien, sont des gens tristes.
C'est le problème, finalement, de la confrontation entre le communisme et le Socialisme - le Socialisme et un communisme que je n'accepte pas, que nous n'avons pas accepté, qui s'applique à un monde qui n'a jamais connu la démocratie, qui n'a jamais connu les libertés et qui nécessairement fait une démarche qui doit être tout à fait contraire à la nôtre.
Nous, par contre, nous avons connu la démocratie, incertaine, enfin, la démocratie, et nous avons connu les libertés, y compris à travers la société capitaliste. Ce qui serait monstruosité et aller contre l'histoire, ce qui serait allé vers l'avenir, mais à rebours, ce serait d'essayer de faire ces expériences "Socialistes"… mais il ne s'agit pas du tout de cela !
C'est bien là l'originalité de notre démarche, c'est bien là pourquoi nous voulons faire une société qui n'existe pas autre part, il n'y a pas de modèle actuellement, puisqu'en définitive ; à côté de l'expérience que nous avons, en aucun cas il ne peut être question pour nous de créer le régime communiste, une société de caractère communiste, à côté de l'expérience que nous avons, rester dans la société capitaliste c'est toujours faire un replâtrage, et un replâtrage qui ne peut pas nous donner satisfaction, compte tenu des valeurs qui sont les nôtres, de liberté, de justice sociale, et de l'exigence que nous avons vis-à-vis de ces valeurs.
C'est sans doute à nous que revient l'honneur, je le crois profondément, avec conviction, de proposer cette société qui nous permettra de regarder les peuples de l'Occident en leur donnant l'image de la justice, et de regarder les peuples de l'Est en leur donnant l'image de la liberté.

Fondation Jean Jaurès

Et pourquoi la France, et pourquoi le peuple français ? C'est lui qui en 89 a lancé des idées qui allaient à l'encontre de mille ans d'histoire, et qui a réussi à détrôner les rois et à créer des Républiques partout. Pourquoi ce peuple français ne serait pas capable maintenant d'annoncer au monde, au moment où le Socialiste devient vraiment une valeur universelle, de montrer une originalité nouvelle qui est l'exigence des temps actuels?
(Applaudissements)

Charles Hernu - Je voudrais donner la parole au Père Joseph Templier.

Père Templier

Tout à l'heure nous sommes partis dans cette discussion qui nous revient maintenant sur une certaine convergence entre le courant Socialiste et la mentalité chrétienne, et comme convergence nous avons donné la responsabilité. Et antérieurement Félix Lacambe a fait allusion à des militants ouvriers chrétiens qui souffraient des injustices et qui assez spontanément avaient été amenés à faire une analyse et une option Socialiste.
Mais je pense aussi qu'il y a beaucoup d'autres militants chrétiens, et je pense surtout à des militants chrétiens que j'ai quelque raison de bien connaître, ce sont les militants ruraux, qui souffrent aussi d'injustice qui tiennent à des raisons assez semblables, sans doute, aux profondeurs un peu différentes, à cause du milieu rural où ils sont ; je pense, comme cause, à la propriété foncière, à l'industrialisation, à la ville.
Je sais que parmi eux un certain nombre ont fait une option Socialiste, mais je pense qu'un beaucoup plus grand nombre encore n'ont pas fait une option Socialiste et se refusent à faire une option Socialiste.
Et pourquoi ? Tout simplement parce qu'ils ont peur de perdre la responsabilité qui est la leur. Et si le courant Socialiste se reconnaît, et je veux bien l'admettre, dans cette responsabilité, je pense que beaucoup de militants ruraux pensent, à cause d'une image qui leur vient, mais c'est comme cela qu'elle est perçue, que le Socialisme est celui qui va leur en lever cette responsabilité-là.
C'est parce que - et là je reprends, encore autrement, un mot de Chevènement -, c'est parce que précisément, eux, ils veulent continuer à risquer, c'est à cause de cela qu'ils n'ont pas fait cette option Socialiste. Et si vous, disiez tout à l'heure que le Socialisme est risque, pari, aventure, je crois qu'eux, c'est la peur, sans doute par l'image qui leur est donnée, qui leur est léguée depuis quelques décennies, - et je parle des militants chrétiens qui viennent des milieux ruraux, et pas de tous bien sûr - qui fait qu'ils se refusent à faire une convergence entre la responsabilité et le Socialisme.
Étant donné que j'ai la parole je voudrais dire une deuxième chose. Tout à l'heure Pierre Mauroy a dit : nous voudrions que le peuple nous apporte, à nous les responsables, son appui, et nous voudrions lui ouvrir la porte de l'espoir. Or, personnellement, je rêve d'une société un peu différente, où ce soit le peuple qui

Fondation Jean Jaurès

apporte l'espoir, qui apporte son appui, d'abord, aux responsables, et qui apporte aussi l'espoir aux responsables.
Je fais assez de travail de responsabilité de base, de militant de base, pour savoir que ce sont des responsables qui apportent à des populations, qui, dans des associations de toutes sortes, essaient de prendre leur vie en mains, et que ce sont les populations qui finalement apporte leur appui aux responsables, et que les responsables ne font que servir les populations. Et je connais plus d'un responsable qui, lui, a trouvé son espoir dans le travail du peuple, et non pas le contraire.

Pierre Mauroy - Je dis simplement que sur ce plan il ne peut y avoir de divergence entre nous, et que je partage tout à fait ce point de vue ; lorsque j'ai répondu que, naturellement, dans une expérience de gauche, il fallait des appuis, bien entendu il faut tout de même ouvrir les portes de l'espoir. C'est ce que nous essayons de faire maintenant, mais il va de soi que notre démarche n'est pas du tout d'imposer l'espoir, ou le contraire. En fait, c'est un mouvement de va-et-vient véritable qui est indispensable.

Père Templier - Je suis d'accord sur le va-et-vient

Pierre Mauroy - Il faut créer les conditions de l'espoir et bien entendu, avec ces forces qui reprennent espoir, il faut avancer dans la voie de la construction d'une société Socialiste, ou d'une expérience Socialiste, - parlons plutôt d'une expérience de caractère Socialiste plutôt que de la construction d'une société Socialiste - à travers le Programme Commun.

Charles Hernu - Avant le Père Talec, Mme Marie-Thérèse Eyquem.

Marie-Thérèse Eyquem

Je voudrais rattacher mon intervention à celle de M. Marc.
Il y a eu, il y a 8 jours, une autre porte ouverte, et à la fin de cette Porte ouverte, du moins la fin de mon intervention, j'avais indiqué quelque chose que je veux répéter ici, parce que la démarche qui conduit un certain nombre de chrétiens à rejoindre les Socialistes, quelle est sa motivation ? C'est parce que les chrétiens pensent qu'avec le Socialisme ils auront une possibilité de s'occuper d'une façon plus efficace des autres. Or, ce qui distingue, je crois, les militants Socialistes des autres, c'est qu'ils ont adopté le Socialisme parce qu'ils pensaient essentiellement aux autres. Il y a d'autres organisations politiques, les gens y viennent pour discuter, étudier un certain nombre de problèmes, pour se trouver ensemble. Et il y a quelque chose de plus chez un Socialiste. Le Socialiste vient et milite parce qu'il souffre de la souffrance des autres. C'est donc à mon avis un point de convergence très profond. Et, je disais justement, il y a 8 jours : on nous reproche de parler constamment, dans le Programme commun, des droits, et il

Fondation Jean Jaurès

n'est jamais question de devoirs. Eh bien, ceci est à peu près textuellement ce que j'ai dit, ce qui peut se retrouver d'ailleurs dans "Point Rosé", pour les Socialistes il y a un devoir qui est tellement important qu'il résume et qu'il absorbe tous les autres : c'est le devoir d'amour. D'amour, c'est-à-dire ce mouvement qui fait, non pas qu'on s'incline vers un autre, mais qu'on prend la place d'un autre.
Je vois là une convergence très profonde avec le Christianisme.
Ce qu'on nous reproche, dans ce Programme Commun, c'est de nous préoccuper de choses très matérielles. Et, il y a environ une semaine, au cours d'une réunion, quelqu'un m'a dit : "Vous vous occupez du bien-être des gens, mais vous ne vous occupez pas de choses suffisamment élevées". J'ai répondu que malheureusement, pour "être", ce qui est notre but, il fallait "avoir", que lorsque les gens avaient froid ou faim, ou lorsqu'ils n'étaient pas sûrs de leur situation, du lendemain, ils n'avaient pas possibilité d'être.
Or, quelqu'un a posé la question, à certain moment, en disant : "Au fond, que veut le Socialisme des gens ?". Le Socialisme veut la réalisation de soi. C'est-à-dire qu'il rejoint absolument la parabole des talents : on n'a pas le droit, lorsqu'on a reçu des talents, de les enfouir, il faut les faire fructifier, et c'est seulement à cette condition que les êtres se sentent épanouis et heureux.
Cela, c'est encore un objectif qui est extrêmement proche de celui du christianisme.
Maintenant, je disais que pour être il fallait avoir, et pour être il fallait aussi savoir. Dans notre Programme Commun nous tâchons que les gens aient, et nous essayons aussi que les gens sachent, parce que le problème de formation, il est évoqué, pas à toutes les pages du Programme Commun, mais presque. La formation, oui. Si les ouvriers, si les travailleurs veulent exercer une responsabilité, il faut les former. La formation, parce que l'éducation permanente prendra... etc... Donc, avoir et savoir pour être. Je crois que c'est le fondement même du Programme commun et du Socialisme.
Alors, être, cela signifie naturellement rayonner, exercer une responsabilité. Et j'aimerais que mon intervention soit un lien entre ce qui pourrait suivre et ce qui vient d'être dit. C'est dans un esprit que j'appellerai l'esprit autogestionnaire que nous envisageons voir s'exercer des responsabilités, non pas des responsabilités venues du haut, mais au contraire des responsabilités venues du bas, des responsabilités venues de la masse.
Et c'est à ce moment-là, au moment où l'être est assez réalisé, qu'il peut exercer des responsabilités, qu'il parvient à un épanouissement complet de lui-même.

Charles Hernu - Justement, Marie-Thérèse Eyquem, nos amis de la salle, et aussi des confrères journalistes, font passer des petits billets. Je lis :
Et la lutte des classes ?
Et votre notion auto-gestionnaire ?
Et votre alternative Socialiste en politique étrangère ?

… Et il y a ici un spécialiste du tiers-monde, il n'en parle pas !.. etc.
Nous allons en parler. Nous allons donc aborder le problème du concret, mais nous avons encore à cette tribune deux invités qui n'ont rien dit. C'est d'abord le Père Talec, dont vous savez qu'il est responsable du Catéchuménat de Paris. Je lui donne la parole. Et ensuite, Annick Poncet. Et nous viendrons aux questions concrètes qu'on veut bien m'envoyer.
Sur les questions concrètes j'ai inscrit : le Pasteur Dumas, le Père Charles Bonnet, et Claude Gault.

Père Talec

Dans la transition vers ces questions concrètes, je souhaiterais personnellement, pour que le dialogue soit plus positif, que l'on sorte d'une certaine logomachie et qu'on mette un contenu dans une forme de langage que l'on emploie.
Car depuis un certain temps nous sommes tous prisonniers, certainement, de schémas, nous employons des mêmes mots sans être sûr d'y mettre le même contenu.
Nous allons tous faire la petite promenade qui consiste à passer devant des panneaux de publicité électorale. Quel est le parti politique en France qui oserait dire qu'il n'est pas pour l'homme ? Quel est le parti politique en France qui oserait dire qu'il n'est pas pour la paix ?
Je voudrais savoir de quelle manière le Parti Socialiste a une sorte de projet de l'homme, et quelle est sa référence, car on ne peut pas avoir de projet sans référence, sans cohérence.
Je pense que les chrétiens, au cœur de ce combat politique, n'ont pas peur d'afficher leurs couleurs, et au risque de croire ou de faire croire, que je prêcherai - je n'en ai pas du tout la prétention, ni surtout l'intention -, je voudrais tout de même signaler quelque chose qui n'a pas été dit jusqu'ici : c'est cette référence constante qui est faite, dans tous les textes épiscopaux, à notre référence chrétienne.
Je me permets de citer un texte très bref, pour que le débat soit davantage, peut-être, éclairant. C'est un texte qui s'intitule "Pour une pratique chrétienne de la politique", et qui est le résultat de la Conférence épiscopale à Lourdes, dernièrement.
Les évêques ressentent le besoin d'interpeller les chrétiens au nom de Jésus-Christ, afin qu'au cœur du combat pour l'homme, dans la diversité de leur enracinement et de leur choix politique, ils aient le désir et se donnent les moyens d'inventer une pratique chrétienne de la politique.
Qu'est-ce à dire ? Qu'ils s'interrogent sur la manière dont les personnes et les groupes confessent Jésus-Christ mort et ressuscité au creux des luttes... (on peut mettre : lutte des classes)... et des espoirs de ce monde en mutation".
Si on n'emploie pas ce langage de la pure honnêteté, on risque de récupérer, les uns et les autres, des traces d'Evangile, ou des traces d'un autre document conciliaire, qui pourrait être celui-ci… (le Programme Commun)..., sans savoir

Fondation Jean Jaurès

ce que l'on met.
Tout à l'heure il a été fait allusion à cette phrase de l'Evangile : celui qui ne veut pas risquer de perdre sa vie ne pourra pas la sauver.
C'est exactement une phrase qui a des résonnance avec cette référence de Jésus-Christ ressuscité : celui qui risque sa vie dans le langage évangélique ne la risque pas pour une Société (avec un grand S), il la risque au cœur de son existence personnelle, en relations avec les autres, j'allais dire dans la forme même que Jésus-Christ mort et ressuscité a vécu.
Je pense qu'on ne peut pas faire économie de cette couleur, qui doit être franchement annoncée, autrement on fait de la récupération, on marche dans les simplismes qui nous ont finalement faussé les routes depuis un certain temps, et on emploie des mots mêmes qui font du bon esprit… On a employé le mot de "spiritualité" pour le Socialisme. Moi je voudrais savoir ce que ça veut dire. Autrement on fait du confusionnisme. Ou alors on en revient à des schémas qui ont été évoqué par Claude Gault, et qui sont totalement périmés.
Je ne me battrais pas du tout pour des chrétiens qui en sont encore au salut individuel. Tant pis pour eux, et finissons-en. Pas pour un monde en arrière, mais pour un monde en avant !
De quoi parle-t-on quand on emploie ces mots, de quel monde, de quels chrétiens parle-t-on ? Je veux bien qu'on parle de pluralisme, mais il faut savoir que le pluralisme nécessite qu'on ne parle pas du christianisme et des chrétiens n'importe comment. Car si le Socialisme peut vraiment se présenter en ce moment de manière assez monolithique il est évident que le christianisme est complètement disséminé et morcelé.
Je suis assez frappé de voir, dans les textes du Parti Socialiste, une sorte de rigueur et de cohérence que l'on pourrait trouver dans les textes du Concile de Trente. Et je suis au contraire assez étonné de voir, dans les rapports épiscopaux de dernière date une certaine... je ne veux pas dire un certain laxisme, mais une certaine souplesse moins dogmatique. C'est intéressant. Je vous livre ça peut-être, pour que, dans les questions concrètes, on puisse revenir à des questions fondamentales.
(Applaudissements)

Charles Hernu - Je remercie le Père Talec, je crois qu'il pose des questions dont effectivement il ne faut absolument pas faire l'économie. Je dirai pour ma part simplement que peut-être le Socialisme est en train d'aller du collectivisme à la personne, et que l'Eglise, elle, va de la personne au collectivisme, ce qui fait que les deux chemins tendent à se rencontrer, que c'est peut-être une convergence aujourd'hui. Mais nous savons bien, nous avons bien l'intention de répondre à ces questions, et je crois tout à l'heure, à propos du débat sur l'autogestion - et François Mitterrand et Pierre Mauroy nous en parlerons, justement - que nous parlerons de ce projet global en ce qui concerne l'homme, et à ce moment-là nous l'attacherons au problème de l'autogestion qui est une spécificité Socialiste,

et c'est là que nous pourrons commencer à vous répondre.
Je vais achever le tour de table. Je donne la parole, avant le Pasteur Dumas, à Annick Poncet.

Annick Poncet

Je vais aborder le problème...

Charles Hernu - Je demanderai à Chevènement de se préparer à répondre aux questions du Père Talec sur l'autogestion. Ce n'est pas un piège, il est très fort, Chevènement.

Jean-Pierre Chevènement - Je ne suis pas particulièrement qualifié, tout le monde est qualifié sur l'autogestion, pour la définition.

Charles Hernu - Mais tu es Secrétaire du Parti, là.

Annick Poncet - Je vais aborder des problèmes qui m'ont, touchée personnellement de très prêt puisque je suis née dans l'Ouest, que j'y ai vécu. Je veux dire que la formation disons chrétienne que j'ai pu avoir a profondément marqué ma jeunesse, mon adolescence et ma vie d'adulte et ce que je vais dire est à la fois un constat et aussi une auto-critique du comportement des chrétiens, et je me mets dedans, évidemment.
Ces propos vous paraîtront peut-être durs ; j'ai déjà observé des réactions aux propos de Claude Gault tout à l'heure et je crois que j'irai un peu dans le même sens, mais en tout cas, je les tiendrai dans un souci de vérité.
Je crois qu'en principe, et en général, les chrétiens dits d'avant-garde entrent en politique un peu comme on entre en religion.
Motivés par leur foi religieuse, voyant dans le Socialisme l'accomplissement de leur Christianisme, ils y apportent une générosité qui est certaine mais aussi tout le poids de leurs antécédents religieux.
Comme la religion, la politique leur apparaît comme un absolu et ils y transposent certaines des valeurs auxquelles ils se sont jusque là référés : la pureté, l'humilité, l'éternité, la charité, l'austérité.
Je dirai quelques mots, si vous voulez, de ces différents aspects.
Tout engagement politique nécessite une série de compromis, qui deviennent pour eux des compromissions. En particulier, ils dénoncent un aspect du politique qu'ils considèrent comme particulièrement entaché : l'électoralisme. Un candidat aux élections est facilement accusé d'ambitions personnelles, de vouloir faire car ils acceptent, à la rigueur, de se présenter si les chances d'être élus sont nulles ou à peu près… (rires)... Et c'est vrai. Je le dis parce que c'est vrai, je l'ai vécu. L'humilité veut que ce soit à l'équipe à laquelle il appartient d'avancer et non pas a des individus isolés. Tout leader devient suspect, par le fait même qu'il est devenu leader. Il faut avancer tous ensemble, même si cela va

Fondation Jean-Jaurès

plus lentement.
L'éternité...! Après tout, la réussite sur Terre n'est pas le but, le but étant le Ciel. Et même si le Socialisme n'est pas réalisé demain, ce n'est pas bien grave, l'essentiel étant d'avoir fait avancer la conscience des masses.
Mieux vaut un Socialisme conscient dans trente ans qu'un Socialisme obtenu par surprise, en s'appuyant, par exemple, sur des arguments aussi bas que la critique de la vie chère ou la pourriture des gens en place.
La charité.
II faut d'abord s'occuper des plus défavorisés, ce qui aboutit souvent à un certain ouvriérisme. La classe ouvrière est dépositaire de la vérité, non dans la conception marxiste du terme, mais parce qu'elle est la plus défavorisée. Elle est à l'image du Christ, pauvre et humiliée. Dans le milieu ouvrier chrétien, l'on tolère difficilement que des Socialistes puissent apporter à des professions libérales leur appui ; les enseignants aussi sont mal acceptés, ils ne sont pas véritablement du monde du travail, et j'ai relevé dans un bulletin syndical de décembre 1972 un commentaire sur l'instituteur "propriétaire du savoir".
L'austérité.
On va au Socialisme, certes, par idéal, mais aussi par devoir et non par goût. On discute au sein de l'équipe d'action catholique avant de prendre ses responsabilités et son engagement politique, ou l'on remet périodiquement en cause son action et aussi celle des autres. J'ai vu récemment une militante qui m'a dit que ce qui l'avait surprise, c'était de constater que les responsables d'une section politique, par exemple, aimaient la politique. Pour eux, c'était le fait d'une réflexion approfondie, en fonction de certaines valeurs, etc. Cela semblait bizarre à cette militante que des gens aiment la politique !
Le militant doit donner l'exemple d'une vie personnelle irréprochable. C'est un peu le prêtre de la société Socialiste de demain et nul ne doit le soupçonner car il compromettrait, par le fait même, la cause qu'il prétend défendre.
Ces jugements peuvent paraître sévères mais ceux qui les ont vécus dans ce milieu et milité en son sein savent que ces choses sont vraies.
Les chrétiens agissent, comme ils aiment à le répéter, en conscience, mais de la conscience pure à la conscience politique, le pas n'est pas facile à franchir.
Faut-il, en conclusion, se méfier du courant chrétien qui opte pour le Socialisme ? Certes non. L'arrivée des chrétiens au Socialisme constitue un des éléments les plus importants de l'histoire de ces dernières années ; les déclarations du Pape, des évêques, du clergé, pour une bonne part traduisent une évolution des esprits qui aura un grand retentissement demain.
En fait, le comportement du militant tel que nous l'avons décrit plus haut est celui d'une génération issue d'après-guerre. Tout ce qu'on a appelé les chrétiens progressistes, mais qui ont fait beaucoup quand même pour l'avancée de l'Église vers le Socialisme.
Aujourd'hui, l'Église a beaucoup perdu de son influence sur la nouvelle génération et on doit dire que la pratique religieuse traditionnelle, à laquelle ces

militants restent toujours attachés sous des formes nouvelles, tend à disparaître, et il semble qu'une nouvelle couche de jeunes, de tradition chrétienne par le milieu familial, par l'éducation, est en train de surgir. Mais elle est débarrassée de tout cet esprit clérical et elle se joindra au Socialisme plus par enthousiasme que par devoir. Je pense que cela sera bien ainsi.

Charles Hernu - Je remercie Annick Poncet, qui avec beaucoup d'émotion nous a fait la description du chrétien dans le milieu politique. Je crois que c'est très intéressant.
Avant le Pasteur André Dumas, je crois que Roger Fajardie voudrait dire un mot au Père Talec ; ils sont voisins… mais il préfère le dire tout fort.
(Rires)

Roger Fajardie

Je voudrais faire deux observations très courtes.
La première concerne l'allusion qui a été faite il y a un moment, non pas par Pierre Talec mais à l'autre bout de la table, à ma réflexion sur l'Église et le pluralisme..
Il est bien évident que quand je dis que l'Eglise reconnaît le pluralisme, il n'est pas du tout question, dans mon esprit, de n'importe quel pluralisme.
Je lis avec attention, avec le regard assez ouvert, croyez-le, les documents et conciliaires, et des Papes, et de l'Église, et de l'épiscopat français, pour constater que l'Église catholique, dans l'état actuel de ses réflexions, ne s'oriente pas vers n'importe quel pluralisme, mais pour constater aussi que cela se traduit par un effort de réflexion auquel, je le répète, je suis très ouvert, mais qui n'est pas encore arrivé à son point d'aboutissement. Autrement dit, quel que soit le point d'avancement des réflexions de l'Église catholique, il est important pour chacun de nous et je crois que, tout à l'heure, on avait raison de dire qu'il ne faut pas avancer des choses qui ne sont pas, il faut mettre les choses sur la table telles qu'elles sont, mais il est bien évident que l'Église catholique, disons, dans ses réflexions officielles, hiérarchiques, n'en est tout de même pas encore arrivée à accepter, je dirais tout de go - permettez-moi l'expression un peu triviale - l'ensemble de l'engagement Socialiste. Ce n'est pas encore vrai et le temps n'est tout de même pas si lointain où le Pape Pie XI, par exemple, soulignait que l'engagement Socialiste était un engagement contraire à la vérité. Donc, il y a encore là des éléments de réflexion. Disons que beaucoup des points qui sont actuellement évoqués par l'Église vont dans le même sens que nous, mais ne cachons pas les points de difficulté qui restent, même si les progrès sont très grands dans ce domaine. Cela me paraît important pour l'honnêteté intellectuelle de notre débat.
La deuxième réflexion, alors, concerne ce que disait tout à l'heure le Père Talec.
Je crois qu'il n'y a pas de réponse absolue à la question de savoir ou de débattre des rapports entre le Socialisme et le spiritualisme, mais vous me permettrez,

Collection Jean-Jaurès

cher Père Talec, de vous dire de la même manière que le problème n'est pas non plus parfaitement résolu des rapports entre l'Église catholique et le Socialisme. Tout cela est en dialogue, tout cela est en réflexion, tout cela est en mutation en quelque manière ; l'important, c'est que le dialogue ait lieu, mais à tout cela il n'y a pas de réponse définitive.
Cependant, en ce qui concerne le Socialisme, je crois qu'il y a une chose qui peut être dite en clair dès maintenant, c'est que le Socialisme est un humanisme. C'est important, dire que le Socialisme est un humanisme cela signifie qu'il donne la prééminence à l'individu humain - cf. Jaurès et toute une série de textes dont je vous fais grâce - et que, par conséquent, le matérialisme ne l'intéresse que dans la mesure où il favorise le développement de l'individu humain.
Cet humanisme signifie quoi ? Que le Socialisme donne la priorité à l'individu humain dans sa culture, dans son approfondissement, dans son épanouissement, et, par conséquent, qu'il donne la priorité au bonheur de l'homme ; à cet égard, je crois que si l'on parle du bonheur de l'homme, il faut préciser, je crois, une idée qui a été évoquée tout à l'heure, c'est qu'il ne s'agit pas, pour des Socialistes, de bâtir le bonheur de l'homme, mais il s'agit, pour des Socialistes, de créer des conditions telles que chaque homme ou chaque femme puisse bâtir personnellement son bonheur. Cela est fondamental, je le crois, et cela permettez-moi de le dire, rejoint - sans essayer de solliciter les textes ni la pensée de chacun - la conception chrétienne du problème.

Charles Hernu - Père Talec ?

Père Talec

On ne peut pas parler de condition de vie, de bonheur pour l'homme, sans savoir de quel homme on parle et ce que je souhaiterais, dans la tentation du Socialisme que l'on peut éprouver, c'est trouver aujourd'hui, dans le Parti Socialiste, un effort philosophique réel. Il me semble que c'est une carence, pour moi - je dis peut-être des bêtises parce que je ne sais pas quel est le travail interne qui se fait et ce n'est pas du tout un jugement que je porte, c'est une question que je pose - il me semble que cette dimension anthropologique et philosophique est laissée de côté.
Mitterrand s'en tire comme il peut. Voici ce qu'il dit : "Si le Socialisme n'obéit à aucun dogme et se garde de toute doctrine officielle, l'apport théorique principal qui l'inspire reste marxiste", et c'est après qu'il dit, on en débattra peut-être tout à l'heure, qu'il ne veut oublier ni l'influence qu'exercent sur lui les expériences du mouvement coopératif ni la contribution originale des chrétiens.
On a l'impression que le Parti Socialiste se dédouane du marxisme pour ne pas faire peur aux chrétiens, mais on n'a pas l'impression qu'il a sa philosophie à lui.
Tout à l'heure, j'ai été très intéressé quand on a dit que politiquement le Parti Socialiste était un Parti sans précédent, qu'il représentait - et cela, c'est très créateur, c'est passionnant - une sorte de régime absolument neuf. Alors, est-ce

que ce régime neuf a une anthropologie, une philosophie, une vision de l'homme qui soit neuve ? C'est cela que je pose comme question.

Charles Hernu - Fajardie, un mot.

Roger Fajardie

Un mot, très, très rapide celui-là.
Je crois que ce qu'il est intéressant de noter, et Pierre Mauroy y faisait allusion tout à l'heure d'une manière qui m'a semblé quand même très claire, c'est que le Parti Socialiste, tel qu'il est actuellement, et le Parti Socialiste, tel qu'il fut dans un passé déjà relativement lointain, a toujours été, en France, le résultat de convergences et, parfois, le théâtre de désaccords entre des courants issus du marxisme et des courants qui étaient très liés à la tradition Socialiste française, à la tradition des Socialistes utopiques, à la tradition de Proudhon, de Fourier, et, si vous voulez, cela a pu se traduire au début du siècle dans la querelle dites "des deux méthodes", entre Jaurès et Jules Guesde. Ces courants-là ont toujours vécu en commun, et parfais en difficulté, dans le sein du mouvement Socialiste.
Par conséquent, on ne peut pas, je crois, privilégier tel courant par rapport à tel autre, le débat reste ouvert entre les Socialistes, et c'est peut-être une bonne chose pour la vitalité du Socialisme, après tout, qu'il le demeure.
Ensuite, en ce qui concerne les perspectives philosophiques du Socialisme, il est parfaitement clair qu'il y a un débat qui est commencé entre nous. Je crois que la réflexion philosophique au sein du Parti issu du Congrès d'Epinay est véritablement un fait nouveau. Jamais, depuis que je suis militant Socialiste - cela date de 1946 - l'effort de recherche n'a été aussi grand qu'il l'est depuis deux ans. il serait malhonnête, vous l'imaginez bien, de dire qu'en deux années cet effort de recherche a pu être mené à son terme, mais, à votre question "est-ce que cet effort de recherche a lieu ?" je réponds : oui, plus que jamais, il y a un bouillonnement d'idées extraordinaire au sein du Parti Socialiste. Nous sommes aujourd'hui à un rendez-vous pour une "Porte ouverte" sur le Programme Commun, qui concerne finalement une tranche de temps relativement courte et des problèmes qui, bien que nombreux et importants, ne touchent pas essentiellement, il faut le dire, à la philosophie, mais, sincèrement, nous pourrions, à un certain nombre, nous donner rendez-vous pour parler de philosophie, ce serait passionnant, et nous pourrions porter plus loin la discussion sur les rapports entre la foi et la politique.
A votre disposition, quand vous le voudrez !

Charles Hernu - A propos de tranche de temps courte, je dois des excuses au Pasteur Dumas et au Père Bonnet, qui depuis longtemps demandent la parole.

Pasteur Dumas

C'est un peu une transition vers des questions concrètes.

Tout à l'heure, Annick Poncet a dit des choses qui m'ont beaucoup touché. Moi, je crois que ce serait épouvantable si les chrétiens étaient les maximalistes des bons sentiments, ce qui les rend totalement inutiles dans la réalité des luttes humaines.
Je vais poser des questions politiques, mais je donnerai d'abord une réflexion théologique. Moi, il me semble qu'un chrétien, c'est quelqu'un qui est protégé de la lassitude par la connaissance de la grâce et quelqu'un qui est protégé des illusions par la connaissance du péché. Mais ce n'est pas du tout quelqu'un qui est, je dirai, exilé de la terre par une espèce d'adolescence des bons sentiments perpétuellement en décalage avec le réel. Enfin, j'aimerais une autre définition, mais il ne s'agit pas de définir, il s'agit de vivre.
C'est pourquoi je vais poser trois questions concrètes, en m'excusant d'ailleurs car elles n'ont peut-être aucun rapport avec le débat Socialistes chrétiens, elles ont un rapport avec le Programme de la gauche.
La première question, c'est ce que j'appellerai la question de la crédibilité économique du Programme et je la pose à nos amis du Parti Socialiste : étant donné que la France vit dans une conjoncture d'expansion économique, même si cette expansion économique ne profite qu'à une partie de la population, étant donné que ce Programme énumère et propose une très grande quantité d'avantages sociaux, comment est-ce que, gouvernementalement, vous envisagez - parce qu'après tout, le rôle d'un Parti, c'est toujours de s'imaginer majoritaire et au pouvoir - la conciliation de votre manne sociale et de l'expansion économique continue, comment, au fond, est-ce qu'il y aura conciliation entre ces avantages sociaux qui attirent l'électeur et la crainte, chez l'électeur, que l'on casse l'expansion économique ?
Cela concerne aussi bien la question de la concurrence efficace dans le libéralisme que la question de l'exportation des capitaux, que la question du contexte international dans lequel pourrait s'effectuer une expérience Socialiste français.
La seconde question concerne le mot profit, parce que nous partons toujours en guerre contre le profit, je dirai, moi, que c'est la figure nouvelle du péché, c'est le bouc-émissaire dans tous les discours politiques contemporains, on est tous contre le péché quand on est chrétien, on est tous contre le profit quand on est, disons, citoyen...

Pierre Mauroy - Citoyen Socialiste, quand même !

Père Dumas - ... citoyen Socialiste, mais ceci dit, je pose la question : sachant que dans des expériences Socialistes on se pose la question de la réintroduction des incitations économiques, comment trouvez-vous un substitut - et je ne dis pas cela de manière défaitiste, je pose une question précise - à cette motivation que représente le profit en vue de la productivité dans une société ?
La troisième question m'intéresse beaucoup, à la fois politiquement et

ecclésialement, parce que j'ai toujours l'idée qu'un modèle de société et un modèle d'Église, ce n'est pas tellement différent. Je vais commencer par l'Église,
Moi, j'aimerais beaucoup quitter le modèle hiérarchique et entrer dans le modèle auto-gestionnaire et, au fond, je reprends une formule de Saint-Paul qui, dans l'épître aux Ephésiens, disait : "L'Eglise s'auto-édifie elle-même", j'aimerais beaucoup voir ce que c'est qu'une Église auto-gérée et cela me paraît, au fond, une recherche extrêmement importante, car il y aurait un grand décalage si une société était auto-gestionnaire et si une Église demeurait purement hiérarchique à côté d'elle.
Donc, une auto-gestion, c'est fondamental. Maintenant, les difficultés de l'auto-gestion, et j'en parle au niveau ecclésiastique comme au niveau économique, sont d'un coté d'éviter la fragmentation sectaire, par exemple, des féodalités d'entreprise ou des féodalités de région - c'est-à-dire que finalement l'auto-gestion profite à ceux qui sont avantagée par une branche industrielle ou par une localisation régionale et il n'y a plus cette sorte, disons, d'égalisation bureaucratique ou centralisatrice, j'emploie exprès deux mots péjoratifs, qui sont quand même le rétablissement de disparités qui peuvent être liées à l'auto-gestion - et, d'un autre côté, surtout dans une économie moderne qui manœuvre par grands ensembles, de voir comment on peut atteindre un modèle auto-gestionnaire qui a plutôt été jusqu'ici un modèle artisanale
Au fond, j'aimerais avoir des indications sur la manière dont le Parti Socialiste conçoit le modèle auto-gestionnaire, peut-être en référence avec les difficultés de l'expérience yougoslave ?

Charles Hernu - Eh bien, cher Pasteur, les camarades du Parti Socialiste qui sont autour de cette table vont vous apporter des éléments de réponse, mais je crois qu'il est plus sage, avant, de continuer à poser des questions ou à exprimer des points de vue. Je donne donc la parole au Père Bonnet.

Père Bonnet

Je voudrais revenir sur le troisième point du Père Dumas, parce qu'on aime bien dire que les rapports entre l'Église et le Socialisme ont changé. L'étude de ces rapports me montre que, pour moi, ils n'ont jamais changé.
En effet, la question qui a été posée, par exemple, par Léon XIII dans son Encyclique "Rerum Novarum", était celle-ci : il condamnait le Socialisme parce qu'il lui semblait que le refus de la propriété par le Socialisme allait déposséder les individus de leurs responsabilités. C'était une fausse conception, je l'admets, mais il était persuadé que le Socialisme voulait enlever la responsabilité personnelle et la donner à l'Etat, ou à des organismes qui dépossédaient les personnes.
Ce qui me frappe à l'heure actuelle, c'est qu'au Chili, quand les évêques ont vu le Gouvernement Allende risquer d'arriver au pouvoir, ils ont publié un document qui posait encore comme question : est-ce que le Socialisme qu'on nous propose

est une véritable alternative au capitalisme ? Le capitalisme dépossède les gens de leurs décisions, il réserve ces décisions à un petit groupe, est-ce que le Socialisme qu'on nous propose va remédier à cela ? Ils disaient qu'ils n'en étaient pas sûrs.
Et la question que posent aujourd'hui les chrétiens, quelquefois par conservatisme, au Socialisme, est celle-ci : est-ce que vraiment cela ne va pas être le changement d'un pouvoir par un autre, est-ce que finalement cela ne va pas être encore quelques-uns qui vont décider pour nous, en nous enlevant même le peu de pouvoir de décision que nous avons à travers certaines propriétés, par exemple ?
C'est la question qui est posée d'un bout à l'autre, c'est la question que se pose le Parti Socialiste à l'heure actuelle, et ce qui fait peut-être la réconciliation antre certains chrétiens et le Socialisme, c'est qu'ils ont l'impression, du coup, que le Socialisme répond à cette question alors que pendant longtemps il n'y répondait pas. Seulement, il faudrait savoir s'il y répond parfaitement, car quand on lit ce texte, en particulier sur la planification, le mot "démocratique" est constamment employé, mais jamais on ne nous explique quelles sont les techniques qui vont être mises en place pour faciliter cette démocratie. La même question d'ailleurs est à poser à propos du pouvoir dans l'entreprise.
Alors, c'est une invitation à l'imagination - et déjà c'est une réflexion que s'est faite le Parti Socialiste mais je crois que les chrétiens continueront longtemps encore a dire au Socialisme : ne nous parlez pas seulement de démocratie, dites-nous concrètement comment on va être davantage associés au pouvoir qu'on ne l'est maintenant.

Charles Hernu - Claude Gault ?

Claude Gault - Je voudrais parler de tout autre chose que l'économie et je ne sais pas...

Charles Hernu - Alors, j'inscris Gault après la réponse de Mauroy.
Gabriel Marc, je crois que vous vouliez parler de la lutte des classes.

Gabriel Marc - J'ai cru comprendre que pour l'instant on faisait des petites collections de questions auxquelles vous envisagiez de répondre un peu plus globalement tout à l'heure...
Philippe Farine - Des réponses collectives !

Charles Hernu - C'est-à-dire qu'après vous je vais donner la parole à Félix Lacambre, à Chevènement et à Mauroy et puis on continuera le débat.

Gabriel Marc - La question que je voulais poser vient de l'être presque entièrement par le Père Bonnet, sauf que je la place davantage sur le plan de la

lutte des classes
Il me semble, vu de l'extérieur et peut-être trop schématiquement, que l'expression du Socialisme est assez facilement branchée sur l'expérience historique, sur la culture, sur la manière d'exister du monde populaire, c'est-à-dire un monde où l'on vit spontanément, et depuis longtemps, un certain sens de la solidarité et un certain sens delà promotion collective.
Or moi je n'appartiens pas au monde populaire, je pense que tout le monde l'a bien compris, j'appartiens à ce que l'Eglise appelle les milieux indépendants, en gros la bourgeoisie et les classes moyennes, où le mode d'expression, la culture privilégient avant tout un sens élevé des droits des individus et qui n'est pas donc spontanément branché, semble-t-il, sur cette expérience qui est sous-jacente à l'expression Socialiste.
Alors, ce que je constate en ce moment, dans d'innombrables débats avec des foules, c'est qu'il y a dans ces mêmes milieux bourgeois bien sûr, un attrait considérable que vous connaissez bien, dans une part au moins, pour le programme commun, pour le Socialisme, alors que cela n'exprime pas fondamentalement sa culture.
Dans le programme commun, moi j'ai noté aussi qu'on parlait beaucoup de démocratiser les institutions et a priori moi je me dis que les compétences de mes amis, du monde bourgeois ou de la classe moyenne, vont donc les conduire tout naturellement à occuper les postes clé dans les institutions de la société Socialiste.
Alors je voudrai que l'on me dise, que l'on me précise avec clarté, ce qu'on entend exactement, dans le programme commun, chaque fois que l'on parle de démocratisation.
Ne risque-t-on pas, comme cela s'est produit des multitudes de fois dans le passé, que le bonheur du peuple soit une fois de plus exprimé par des gens qui ne sont pas du peuple et géré par des gens qui ne sont pas du peuple.
Et, en corollaire de cette question, je voudrais demander : demain, dans une société Socialiste, quelle place, quel mode d'expression serait-il laissé à des gens appartenant aujourd'hui à la bourgeoisie, qui sont lucides sur eux-mêmes, sentent bien qu'ils appartiennent à un courant culturel qui n'est pas directement branché sur le Socialisme et qui jugeraient malhonnête de s'y glisser ?
Alors, si vous permettez, cela c'est ma question, et je voudrais simplement ajouter deux petites remarques.
Depuis le début de notre échange ici, on a beaucoup parlé des chrétiens et chaque fois d'une manière où il m'a semblé que tous les chrétiens correspondaient à un mot unique. Alors je proteste énergiquement contre cette façon de voir, on peut dire l'Eglise, mais il ne faut pas dire "les chrétiens" et les définir d'une manière uniforme.

Charles Hernu - Mesdames, Messieurs, je vous fais une proposition, afin de ne pas donner le sentiment qui serait inexact, à nos invités, que comme le disait tout

à l'heure un ami ici, on repousse les questions, comme il vient d'en tomber, si j'ose dire, un paquet, je vais tout de suite donner la parole à Jean-Pierre Chevènement, sur les problèmes d'auto-gestion, ensuite Mauroy, puis Yvette Roudy.
Auparavant, je donne la parole à Félix Lacambre, ensuite Jean-Pierre Chevènement, Pierre Mauroy, Yvette Roudy, étant entendu qu'ensuite Mr. Farine, Parias et Cottereau enchaîneront sur la suite du débat, sur autre chose. Monsieur Félix Lacambre.

Félix Lacambre

Je prends moi exactement à l'endroit où l'a laissé la remarque de Gabriel Marc et je me place - je crois que nous ne sommes pas très nombreux à cette tribune - dans la position d'un individu du monde ouvrier, bien qu'il soit journaliste aujourd'hui, mais qui reprend cette question à son niveau.
Et alors, je me tourne vers Annick Poncet. Moi aussi je trouve que sa généralisation des chrétiens est abusive, car il y a des chrétiens qui sont, suivant le tableau qu'elle a décrit, mais ma chère Annick, si nous essayions de décrire l'expérience d'un jeune qui aujourd'hui après avoir milité dans le monde lycéen et dans l'université, ou dans son travail, adhère au Parti Socialiste et fait l'expérience d'une vieille Section Socialiste et en particulier de sections Socialistes venues de la SFIO presque entièrement composées d'anciens militants du Parti Socialiste, avec ces questions que l'on pose à la réunion, non pas tellement « qu'est-ce qu'on va faire pour militer ? » mais par exemple « Comment va-t-on réunir l'argent nécessaire pour payer la campagne d'affichage » sans se poser la question de savoir s'il n'y aurait pas des militants pour coller les affiches ..., eh bien, la surprise du jeune qui arrive là, il faut la voir, qui se dit : « attention, pour travailler avec les Communistes, il faut faire attention, on risque d'être bouffé... etc. » c'est une expérience très concrète et on pourrait écrire le parallèle, mot à mot, de ce qu'a décrit Annick tout à l'heure et je pense que cela ne prouve rien.
Mais ce qu'elle a noté et qui me paraît intéressant, parce qu'il faut le reprendre, c'est cette pensée des chrétiens, et pas seulement des chrétiens, de la classe ouvrière, qui la fait prendre conscience quelquefois de façon un peu schématique, du progrès du monde ouvrier, du mouvement ouvrier sur la société.
Mais il faut l'expliquer. C'est parce qu'au niveau des responsabilités ils n'en ont pas, c'est eux qui sont le plus largement frustrés et, s'ils ont cette vision des questions qu'ils posent à la société avec cette vigueur, c'est précisément parce qu'ils sont en dehors des champs de décision.
Et, autre aspect par rapport à cela, j'ai bien aimé votre caricature, car elle est en partie vrai, de ces équipes d'action catholique où l'on va réfléchir avant de prendre un engagement politique, mais savez-vous qu'en sens inverse, c'est là un point déjà des dialogues que j'ai pu avoir avec des militants du P.C. dans ce

Fondation Jean-Jaurès

pays, jamais nous n'accepterons, nous chrétiens et en particulier chrétiens militants ouvriers, que l'on ne sauvegarde pas des lieux où le chrétien veut se poser la question avec d'autres chrétiens, peut-être engagés différemment, sur la manière dont il vit sa foi dans la vie quotidienne, et c'est un problème grave au-delà des aspects caricaturaux, qui peuvent quelquefois découler de cette situation.
Voilà ma première remarque.
Ma deuxième remarque est beaucoup plus au niveau de la constatation aussi. On a beaucoup parlé de pluralité, de pluralisme, tout à l'heure, il faut quand même relire le texte des évêques de Lourdes, je pense qu'on ne le lit pas assez. Lorsque les évêques ont parlé de pluralisme, ils ont parlé aussi de critères de pluralisme et ces critères sont très clairs car ils sont basés sur l'attention aux plus pauvres et c'est exprimé à peu près en ces termes, et ils sont situés à partir de 14 problèmes, 14 problèmes qui sont posés dans des termes qui ne comportent pas un jugement moral seulement, mais qui comportent un jugement économique et politique.
On n'a pas dit : le problème des travailleurs immigrés ... on a dit : « l'exploitation des travailleurs immigrés ».
Est-ce que vous vous y reconnaissez dans ce langage ?
Ce n'est pas un langage moraliste, ce n'est pas un langage théologique, c'est un langage concret, un langage économique et politique et je crois qu'il faut le noter, car il y a là un cadre pour ce pluralisme, ou tout au moins un appel à vivre le pluralisme pour les chrétiens.
Troisième question que je voudrais poser, c'est sur la dimension culturelle de l'aliénation qui pèse sur les milieux populaires.
Je trouve que le programme commun est intéressant en ce qui concerne l'école et les moyens de communication sociale, mais je vous ferais presque le reproche de ne pas aller assez loin, vous auriez pu attendre d'un chrétien qu'il vous pose des questions sur la laïcité, ce n'est pas ma question de fond. Ma question de fond est beaucoup plus par rapport au monde populaire, c'est l'analyse exacte, de la domination culturelle qui pèse sur les milieux populaires et, dans le programme commun, il faudrait aller plus loin au niveau du contenu des programmes car l'analyse est intéressante sur les moyens à mettre en place, mais il faudrait aller plus loin au niveau du contenu même de l'enseignement et il faudrait aller plus loin au niveau du contenu même des moyens de communication sociale, pas seulement au niveau du pouvoir, mais au niveau du modelé culturel qui se transmet par ces moyens de communication sociale.
Or, ce modèle culturel, je m'excuse de le dire avec cette vigueur, nous est imposé par les milieux indépendants, comme l'a si bien dit le document des milieux indépendants que Gabriel Marc a signé, mais c'est quand même un fait dont il faut tenir compte.

Charles Hernu - Merci, Monsieur Lacambre.
Nous allons apporter un certain nombre d'éléments seulement de réponse, car

nous sommes là pour réfléchir.
Je donne la parole à Jean-Pierre Chevènement.

Jean-Pierre Chevènement

Si j'ai bien compris, j'ai à traiter deux séries de questions, l'une relative à l'autogestion, l'autre à la crédibilité du programme commun, je vais les traiter simultanément, en tâchant d'être bref. Sur l'autogestion, tout d'abord, un point de vue philosophique, pour répondre à votre question.
Je crois qu'il y a une philosophie de l'autogestion qui, pour le Parti Socialiste, est une dimension essentielle à son projet politique à long terme. Je crois que l'idée d'autogestion, c'est un peu comme l'explosion nucléaire, elle n'en est pas tout à fait à son début mais presque, et qu'en réalité c'est l'énergie qui doit porter le Socialisme français et naturellement son instrument, le Parti Socialiste, dans les vingt années à venir.
Je crois qu'au fond, l'idée d'autogestion comporte justement cette volonté des gens de pouvoir se récupérer eux-mêmes, de pouvoir dire : je, ou de pouvoir dire : nous, ce qui est extrêmement fort et dont, on est loin d'avoir tiré les conséquences.
Je crois que l'originalité du programme Socialiste et qui a été repris dans le programme commun de la Gauche, c'est de traduire cette volonté d'autogestion dans les mesures concrètes et cela m'amène à la deuxième question concernant l'autogestion.
L'autogestion, on dit traditionnellement qu'elle est l'un des trois piliers, avec la nationalisation, le plan de l'entreprise, le marché, et cela rejoint la question posée sur le profit : que substituer au profit ? Qu'est-ce qui doit orienter à long terme le développement de l'économie et par conséquent le développement de la société ?
Est-ce que c'est la recherche du profit ? Est-ce que ce sont les exigences de la reproduction du capital ?
Nous ne le pensons pas, nous pensons que les grands investissements directeurs, les grands choix de sociétés, doivent s'imposer à l'économie et que le marché n'est qu'un facteur de régulation sur la courte ou la moyenne période, que le profit n'est qu'un indicateur de gestion.
Alors je sais bien que ce n'est pas si simple, mais il y a un certain nombre de travaux théoriques, aussi bien à l'ouest qu'à l'est, je pense à Oscar Lang, au Socialisme de concurrence, qui nous permettent de comprendre les rapports qui peuvent exister entre le plan et le marché. Et, de la même manière, nous savons bien que le plan, s'il est démocratique, n'est qu'un élément de l'autogestion, l'autogestion qui doit exister dans la société tout entière, qui est un tout, qui n'est pas seulement un élément de la gestion, de l'économie au niveau des entreprises.
Alors, il me semble que le programme commun porte déjà beaucoup de choses au niveau des entreprises nationalisées, en définissant les grandes lignes de statut nouveau des entreprises nationalisées, si la Gauche arrivait au pouvoir cela

Fondation Jean-Jaurès

poserait les problèmes de mettre sur pied ces structures nouvelles de gestion très rapidement parce que dans ce domaine on n'aurait pas de temps à perdre, c'est-à-dire qu'il faudrait définir rapidement la composition des nouveaux Conseils d'administration. Cela veut dire aussi beaucoup d'autres choses au niveau des établissements, au niveau : des ateliers, de l'organisation du travail. C'est la mise en question du travail à la chaîne, de l'organisation du travail telle que nous la connaissons depuis trente ans et d'une manière générale, comme cela ne peut pas se produire seulement dans quelques entreprises nationalisées, c'est le rôle du contrôle des travailleurs d'être l'outil, l'arme des travailleurs dans cette phase de transition vers le Socialisme, dans laquelle le programme commun a pour but de faire entrer notre pays, puisque le programme commun est un programme destiné à ouvrir la voie vers le Socialisme, vers un Socialisme que nous pensons décentralisé, démocratique, autogestionnaire, parce qu'il repose sur une certaine appréciation du rapport de fonce, une certaine appréciation de ce qu'est la France, aujourd'hui pays capitaliste développé, avec un niveau culturel, intellectuel très élevé, dans le monde capitaliste certes, où les aspirations sont celles qui se sont révélées en mai 1968 et il est vrai que l'autogestion est notre perspective, qu'elle n'est pas celle du Parti Communiste, qu'elle n'est pas non plus celle des Radicaux de gauche, ce qui ne nous a pas empêchés de signer un programme commun de gouvernement dont la valeur est limitée aux cinq prochaines années.

Mais notre perspective à long terme, elle est pour nous sauvegardée par les conditions dans lesquelles nous avons signé le programme commun de gouvernement, c'est l'autogestion.

Je voudrais en finir avec ce problème et en venir à la crédibilité du programme commun de gouvernement, le problème de la fuite des capitaux. Il nous faudrait entrer dans des explications très détaillées, mais je vais essayer d'être bref.

Je n'évoquerai pas le pari de Saint-Mathieu ! Je dirai simplement que le programme commun, d'après nos premières estimations, représente pour la première année, un total de dépenses nouvelles d'environ 35 milliards de francs ; 35 milliards de francs, c'est 3% de ce que la France gagne et produit chaque année, 1.000 milliards.

Si on prend les évaluations les plus fantaisistes, celles de M. Maurice Roy, par exemple, dans Le Point de cette semaine, 200 milliards, c'est fantaisiste, mais si nous le rapprochons, non pas des 1.000 milliards que la France gagne et produit chaque année, mais de 6.000 ou 7.000 milliards que la France gagnera et produira dans les cinq années qui viennent compte tenu de la croissance attendue de la production, on conçoit que déjà nous arrivions à des cadres de grandeur beaucoup plus faibles.

Et l'argument qui me paraît le plus fort est celui-ci : croyez-vous que cette société soit si rigide qu'on ne puisse pas déplacer 3 %, trois points du revenu national ? Croyez-vous qu'il ne soit pas possible d'effectuer un léger virage, étant bien entendu qu'à la vitesse où va l'économie, cela signifie très rapidement

un écart très considérable ?
Personnellement je ne le pense pas et je crois que le programme commun est réalisable parce qu'il prévoit des économies, qu'il prévoit de me mettre fin à toute une série de gaspillages dans la pharmacie, la publicité, la spéculation foncière, la gestion des entreprises, les marges de commercialisation, il prévoit des impôts nouveaux, l'impôt sur le capital, l'impôt sur les plus-values foncières, il prévoit la suppression des exonérations fiscales abusives, le relèvement de certaines cotisations de sécurité sociale et cela ne représente pas des totaux négligeables, croyez-le, cela représente des totaux assez importants.
Enfin, le programme commun repose sur des comptes économiques prospectifs et ceux que nous avions effectués montraient qu'une croissance soutenue de la production était nécessaire pour réaliser effectivement le programme commun dont le but est d'effacer un certain nombre d'injustices intolérables, de faire en sorte de gommer ce qui apparaît aujourd'hui comme des verrues sur le visage de la société, c'est-à-dire les 3 millions de travailleurs qui gagnent moins de 1.000 F par mois, les 2 millions 1/2 de vieux qui gagnent 350 F par mois, les gens qui travaillent de 48 à 49 heures, quelquefois plus de 50 heures par semaine. Nous pensons que tout cela est possible. Le sens du programme commun c'est d'essayer de mettre un peu de raison dans la société, c'est d'essayer de faire que le progrès serve à la majorité des travailleurs, c'est d'essayer de rompre avec une logique qui est la logique aveugle du profit, de la recherche de la rentabilité à court terme.
C'est la tentative faite, elle n'est pas faite par quelques hommes parce que cela ne pourrait en aucun cas suffire, mais par la majorité de notre peuple, pour redresser une évolution, pour donner un coup de barre à gauche qui permettra effectivement d'orienter notre société dans une autre direction.
En ce qui concerne la fuite des capitaux, je passe sur les tensions boursières qui, actuellement, résultent essentiellement de la non intervention des investisseurs institutionnels, comme on dit, Caisse des Dépôts, compagnies d'assurances, etc. qui n'achètent pas, et il y a effectivement un léger effritement des cours, mais c'est minime. Nous savons qu'actuellement le commerce extérieur français est bon, que le taux de couverture est de 107%, que le mois dernier les exportations françaises ont battu tous les records : 12 milliards, c'est-à-dire au mois de novembre ; la compétitivité des produits français est très bonne. D'où peut venir une fuite des capitaux ? De la panique que créerait la gauche en venant au pouvoir.
Je crois d'ailleurs que le contrôle des changes qui existe, le double marché des changes est un instrument efficace qui peut servir. Je crois qu'on a tort d'oublier que le secteur bancaire est nationalisé en grande partie, ce qui est une très grande différence avec la situation de 1936. A cette époque, Vincent Auriol, quand on lui disait : "Qu'est-ce que vous allez faire contre la fuite des capitaux ?" répondait : "Les banques, je les ferme, les banquiers je les enferme !".
Aujourd'hui, nous n'en sommes plus là.

A la Banque de France, dans l'administration, dans les Douanes, un très grand nombre de travailleurs sont des travailleurs de gauche, syndiqués ou inscrits dans une organisation politique, de sections d'entreprise, et nous pouvons compter sur la mobilisation de ces gens-là.
Enfin, pour venir à l'essentiel, je crois que le contrôle des changes ne peut être qu'une expérience provisoire pour freiner les sorties de capitaux. Le fond du problème est de savoir si la gauche sera capable de gérer avec rigueur l'économie, c'est-à-dire de maintenir un équilibre qui est absolument essentiel. Si la gauche veut réussir, elle ne doit laisser se dégrader l'équilibre extérieur, elle ne doit pas tolérer un déficit de la balance des paiements, c'est-à-dire en définitive un déficit de la balance commerciale qui, comme vous le savez, en est l'élément directeur. Cela suppose que nous maintenions la compétitivité de nos produits sur les marchés étrangers, cela suppose une politique économique adaptée.
Pour le reste, je vous renvoie à un article que je viens de terminer, qui paraîtra probablement dans l'Observateur ; cela vous donnera un aperçu de mes idées ; nous pourrons les critiquer et nous pourrons évidemment poursuivre la conversation par la suite.

Charles Hernu : Je remercie Jean-Pierre Chevènement.
Je crois, Mesdames, Messieurs, que vous souhaitez tous que cette porte ouverte se termine, surtout pour nos confrères de la presse, à une heure qui leur permette de travailler et qui leur permette de rendre compte de ces travaux. Je crois donc qu'il faut, comme nous l'avions prévu au début de cette séance, terminer cette porte ouverte autour de 17 H 30. Je vais donc donner la parole à Yvette Roudy, pour un élément de réponse puis à Pierre Mauroy.
Je vous rappelle qu'ensuite, il y a MM. Farine, Claude Gault, Parias et le Père Talec, qui ont chacun une question à poser. Et puis, je crois que François Mitterrand pourra répondre ou apporter des éléments de réponse ou réfléchir avec vous, et nous pourrons lever cette deuxième porte ouverte, si vous en êtes d'accord.
Yvette Roudy a la parole.

Yvette Roudy

C'est un élément de réponse à l'une des questions du Pasteur Dumas. C'est loin d'être une réponse technique, comme celle de Jean-Pierre Chevènement.
Le pasteur Dumas nous a demandé ce que nous pensions substituer en matière de stimulant économique, si j'ai bien compris, c'est-à-dire : que pensez-vous proposer à la place du profit ? Etant donné qu'aujourd'hui, ce qui fait courir les gens, ce qui les fait travailler, c'est effectivement le goût d'avoir un peu plus d'argent pour avoir un peu plus de biens, et, si l'on fait des heures supplémentaires, c'est pour acheter un objet qui permettra d'accroître son confort.

L’argent est le stimulant de notre société.
Et bien, je pense que si nous voulons ouvrir les voies à une société Socialiste, nous proposons aussi des valeurs nouvelles et nous aurons à proposer d’autres stimulants, sans vouloir tomber dans l’utopie de vouloir supprimer l’argent, je crois que Fidel Castro a essayé et il n’a pas eu beaucoup de chance. Dans toute révolution, je crois que ce sera ce que nous voudrons commercer à mettre en marche, il faut un stimulant révolutionnaire. Je pense qu’il peut se dégager lorsque le projet que l’on propose est un projet vraiment collectif et là, je retrouve un mot-clé de notre débat, c’est-à-dire la responsabilité. Dès l’instant où l’on a le sentiment que l’on travaille à une affaire qui concerne tout le monde, et non pas simplement un tout petit groupe qui exploite les autres, dès l’instant, et là, on retrouve une idée qui nous est chère, c’est-à-dire l’autogestion, dès l’instant où l’on sait que l’on va être consulté et que l’on va participer véritablement à la gestion d’une affaire, que l’on va arriver à participer à un travail véritablement collectif, que l’on sera consulté, que le projet en question sera l'affaire de tous et que l’on est partie prenante, je pense que cela peut devenir un stimulant et être un projet enthousiasmant, que l’on peut effectivement substituer au profit en matière de stimulant.

Charles Hernu - Merci. Pierre Mauroy.

Pierre Mauroy

A ce stade de la discussion, et très rapidement, je voudrais dire qu’il y a d’abord une première constatation qui s’impose, après toute la pluie des questions qui nous sont posées, c’est qu’il y a des questions qu’on ne se pose pas. Pendant des années et des années, il m’est arrivé de rencontrer des chrétiens, et leurs questions, les questions qu’ils me posaient presque immédiatement, concernaient le problème de l’école, le problème... C’est tout de même un signe des temps et c’est une première constatation, que ces questions n’ont pas encore été posées et, peut-être, ne seront pas posées.
Cela signifie qu’il y a tout de même une évolution considérable et des choses qui sont admises, et qu’on a à discuter d’autre chose.
Compte tenu de cela, à travers les observations qui ont été faites par le père le Talec, qui a parlé un moment donné de confusion et de certaines et de récupérations, il faudrait sans doute, nous qui avons balayé la monarchie de droit divin, ne pas tomber dans un autre risque de créer ensemble ou de vouloir créer, ou d’avoir cette ambition, un Socialisme de droit divin. Il ne s’agit pas du tout de cela. Notre problème, ce à quoi nous répondons, c’est que, pendant des années et des années, pour ceux qui avaient la foi chrétienne, qui voulaient vivre leur foi, il y a des problèmes à adhérer, à venir dans les rangs du Parti Socialiste. C’est cela, le problème.
Maintenant, on constate qu’il y a de moins en moins de problèmes ; on s’en réjouit ; sans doute il n’y aura plus de problèmes du tout, mais, pour autant,

Fondation Jean Jaurès

concernant le Parti Socialiste, ou le Socialisme, il y a les chrétiens, il y a ceux qui ne le sont pas ; par conséquent, dans ce domaine là, ce qui est notre engagement, lorsqu'il s'agit en particulier d'un programme commun et d'une expérience gouvernementale, ce sont les problème que nous posons, ce ne sont pas les problèmes de spiritualité ; ce sont les problèmes, finalement, de gouvernement ; ce sont des problèmes qui se posent et qui se posent au niveau des chrétiens, mais qui se posent aussi au niveau de ceux qui ne sont pas chrétiens et qui peuvent être, qui sont le Parti Socialiste.

En ce qui concerne notre discussion d'aujourd'hui, dès lors qu'on avait voulu l'orienter sur le programme commun, nécessairement, il lui manquait peut-être ce supplément d'être et de spiritualité que vous nous avez peut-être reproché de ne pas avoir trouvé. Mais enfin, lorsque vous dites "où est le projet de l'homme ? ", je crois qu'à travers toute la quête du Socialisme, toute l'évolution Socialiste, il y a effectivement un projet de l'homme. Et sur ce projet de l'homme, c'est vrai que, dans les périodes les plus atroces que nous a fait subir la société capitaliste, l'homme oubliait peut-être ces problèmes de Socialisme, de responsabilité, de spiritualité pour les premières nécessités. Mais dès lors qu'on échappait un peu à l'intolérable, chaque fois, dans le Parti Socialiste, vous avez eu les deux méthodes : ceux qui voulaient rester rivés sur les problèmes de la nécessité et ceux qui, en définitive, posaient les problèmes de la spiritualité. Vous savez que le Socialisme a été une recherche d'un humanisme. Quel humanisme ? Manifestement, les valeurs, les vraies valeurs de la chrétienté qui nous sont arrivées à travers les âges, les valeurs nouvelles de la civilisation moderne. Ce que nous pensons, c'est que le projet de l'homme, c'est que l'homme, ce sera l'homme imprégné de toutes ces valeurs, l'homme au service de toutes ces valeurs, mais débarrassé de l'aliénation de la société capitaliste. C'est là que l'on retrouve notre projet de l'homme.

Nous pensons que la société capitaliste, de par ce qu'elle est, de par son organisation autour du profit, de par son aliénation fondamentale, pèse sur l'homme et, justement, nous voulons le libérer de cela, le libérer de cette société. Nous n'avons pas, le projet, ni la recette pour en faire un homme tout à fait nouveau. Nous dirons que ce sera nécessairement un homme qui sera rattaché à toutes les valeurs qui sont celles de la chrétienté, qui sont celles de l'occident, qui sont des valeurs nouvelles, de la nouvelle civilisation. J'ajoute, pour terminer, que le problème n'est pas celui d'une recette ; il est au moins celui d'une recherche ; eh bien, je peux attester qu'en dehors de toutes les recherches qui ont été faites autour du programme commun, et du programme Socialiste, dans le Parti Socialiste nouveau né à Epinay, il y a, parallèlement à cela, beaucoup de discussions qui portent sur les problèmes de la spiritualité, sur les problèmes du devenir de l'homme ; le Parti Socialiste est devenu une espèce de ruche autour de tous ces problèmes. Croyez-le, si le Socialisme a été marqué trop souvent par des problèmes de vide, il est peut-être maintenant marqué par des problèmes de trop plein.

Charles Hernu - Je remercie Pierre Mauroy.
Ceux qui prennent la parole au nom du Parti Socialiste ne prétendent pas vous avoir apporté des réponses sur tout, mais, du moins, un dialogue de réflexion est-il amorcé.
Monsieur Philippe Farine, vous avez la parole.

Philippe Farine

Ma question permettra peut-être d'avancer un peu sur la précision de ce projet sur l'homme. Elle ne touche pas les problèmes nationaux et, cependant, elle touche essentiellement l'attitude du Parti Socialiste à l'égard des pays en voie de développement. Je la pose simplement parce que je suis engagé dans cette affaire-là, mais pour trois raisons : pour beaucoup de chrétiens - je dis beaucoup de chrétiens, je ne dis pas tous les chrétiens - la découverte de la politique et de l'action politique s'est faite par la découverte des problèmes du tiers monde. Ils sont entrés en politique, si j'ose dire, par le tiers monde, plus ou moins bien, c'est une autre question, mais ils y sont entrés.
Deuxièmement, parce que le Socialisme, par définition, ayant une vocation internationale, doit avoir une réponse spécifique, plus que d'autres peut-être, sur ces problèmes.
Troisièmement, parce que je crois que l'attitude que, l'on prend à l'égard du développement solidaire de l'humanité est révélatrice du type de société que l'on veut construire et de l'homme que l'on veut construire aussi.
J'ai lu le programme commun, bien sûr, et je dois dire que le chapitre consacré à ce problème m'a paru classique. Tout à l'heure, Pierre Mauroy disait : il ne s'agit pas de faire simplement des additions de réformes, qui sont, de réformes. Ce sont des réformes, des additions de réformes, qui sont proposées, dont je considère que quelques-unes sont très importantes. Mais je voudrais qu'au-delà du programme commun, on essaie de me répondre sur quelle est la conception d'ensemble que le Parti Socialiste a de ce que devrait être la participation d'une France qu'il dirigerait à la construction d'un monde solidaire.
Je voudrais dépasser le problème de l'aide, qui est un problème important et capital. Trop souvent, chaque fois qu'on pose des questions aux partis politiques, ils vous répondent en ajoutant un chapitre supplémentaire à leur programme et ils vous disent : là, il y a le chapitre sur l'aide et les rapports avec les pays en voie de développement. Est-il possible de dépasser cela ? Et de faire non pas de la coopération avec les pays en voie de développement, de la participation ou développement, pas un chapitre supplémentaire, mais de donner une plus grande dimension de la conception politique que l'on présente au peuple français ?
Je vais citer quelqu'un qui n'a pas été cité ici, c'est Paul VI, qui, dans le message qu'il adressait à la conférence de Santiago du Chili, disait, après avoir dit : la lutte contre la faim, le développement de l'aide, le commerce, c'est très bien, il ajoutait : c'est insuffisant ; en bien des cas, ce sont les structures même du

Fondation Jean Jaurès

pouvoir et de la décision qui doivent être changées, de façon à réaliser partout, au niveau tant économique, politique, social et culturel, un meilleur partage de responsabilités.
Nous retrouvons le problème de la responsabilité au départ mais de la responsabilité de chaque peuple.
Alors, la question que je pose est : comment un Parti Socialiste peut-il proposer à la France une participation à la construction d'une société dans laquelle les peuples seront solidaires et co-responsables ?

Charles Hernu - Merci. Avant de donner la parole à Claude Gault, nous ne voudrions pas donner l'impression à certains de nos confrères auditeurs ici que les questions sont étouffées. Il y en a quelques-unes qui sont parvenues ici ; je les lis :
- des représentants du mouvement Jésus - Révolution, qui s'adressent surtout aux prêtres qui sont ici, demandent : quelle est la différence ou la ressemblance entre la première communauté chrétienne de Jérusalem - partage des biens et biens communs - et l'auto-gestion ?
- un auditeur demande : est-ce que le Parti Socialiste est bien un parti de paix ? C'est M. Catala.
La parole est à Claude Gault.

Claude Gault

Je n'ai pas du tout à parler du Tiers-Monde. II y a peut-être des réponses à donner avant ?

Charles Hernu - En raison du temps qui nous reste imparti, je préfère qu'on regroupe le tout et que, si vous en êtes d'accord bien sûr, le premier Secrétaire François Mitterrand soit le dernier à vous répondre.

Claude Gault - Je voulais simplement faire une ou deux observations rapides, reprendre un peu ce que disait tout à l'heure Félix Lacambe sur le fait qu'il ne fallait pas mélanger les chrétiens. C'est bien vrai, mais seulement, il n'en reste pas moins qu'il y a une masse de chrétiens qui, sociologiquement, ont souvent des réactions similaires. Et c'est cette manne de chrétiens qui va peser d'un poids considérable sur la mise en œuvre ou non mise en œuvre de ce programme commun par son vote aux prochaines élections. La situation marginale des chrétiens dans certaines régions fait que la gauche aura ou n'aura pas le pouvoir. Ils ne sont pas les seuls à en décider, mais ils pèseront très lourdement.
J'ajouterai autre chose : c'est que les chrétiens ont un défaut, du moins je le pense, c'est qu'ils aiment bien qu'on les mette à part, mais qu'en même temps, on les considère d'une façon particulière, ce qui est assez difficile à résoudre. Ils aiment bien être considérés comme tous les autres mais, en même temps, qu'on considère que leur christianisme leur donne quelque chose en plus ou quelque

Fondation Jean Jaurès

chose de différent, et ils sont donc très exigeants à l'égard des partis politiques et des hommes politiques pour cette raison-là aussi.
Ce qui me paraît la question, la plus importante, au bout de notre débat maintenant, c'est de savoir si tout ce qui a été dit précédemment est susceptible de faire jouer aux chrétiens, à la masse des chrétiens - je ne veux pas dire à l'Église -, à la masse des électeurs chrétiens, qui, sociologiquement, étaient plutôt conservateurs, de leur faire jouer le pari du Socialisme au lieu du pari qu'ils jouent habituellement, c'est-à-dire : est-ce que les solutions que le Parti Socialiste, aujourd'hui, proposa pour abattre l'injustice, leur apparaîtront meilleures que ce que les réformateurs ou la droite proposent pour aménager l'injustice?
Se greffe là - c'est donc une question qu'on pose directement au Parti Socialiste, parce qu'elle nous est posée sans arrêt - la question de savoir si le Parti Socialiste, demain, s'il est au pouvoir, sera capable de combattre l'injustice, comme il s'y engage aujourd'hui, avec des partenaires dont la masse des chrétiens doute de leur volonté de respecter les libertés.
Je crois que c'est la question fondamentale, parce que c'est toute la crédibilité du programme commun qui est en cause à ce niveau là.

Charles Hernu - Je remercie Claude Gault.
M. Louis-Henri Parias, qui est directeur de La France Catholique, a la parole.

Louis-Henri Parias

Je voudrais dire un seul mot. Je voudrais reprendre ce que disait tout à l'heure Annick Poncet et ce que disait le Père Talec. Je crois que c'est Malraux qui disait que le chrétien était un conservateur peu sûr et un mauvais révolutionnaire.... Je vous prie de m'excuser, il s'agit de Merleau-Ponty.
Je trouve que cette citation peut bien situer le débat actuellement, et ce que disait Annick Poncet m'apparaît quand même très intéressant, parce qu'elle montre, d'une manière quelque peu négative, que la position du chrétien reste une position incommode dans la vie sociale et politique.
Je voudrais insister sur cet aspect de l'irréductibilité du message chrétien par rapport aux structures politiques et sociales.
Le Père Talec tout à l'heure demandait quelle était l'anthropologie et la philosophie du Socialisme, et ce qui me frappe c'est que, justement dans ces problèmes qui se trouvent posés sur le plan politique, le chrétien a une conception du monde qui dépassa toujours les conceptions politiques que peut avoir n'importe quelle école de pensée.
C'est cet aspect-là que je voulais souligner pour montrer l'aspect transcendant en quelque sorte du christianisme par rapport à toute position politique qui peut s'inscrire dans la vie du monde.

Charles Hernu - Avant de donner la parole à François Mitterrand, je vais la

Fondation Jean Jaurès

donner au Père Pierre Talec.

Père Pierre Talec - Juste une "porte ouverte". Monsieur François Mitterrand a écrit, page 10 de son programme, cette phrase : "On ne doit pas oublier la contribution originale des chrétiens engagés dans le combat Socialiste". Ce serait assez sympathique si M. François Mitterrand pouvait nous dire ce qu'il y a d'original, dans cette contribution, a ses yeux ?

Charles Hernu - Merci. Maintenant, François Mitterrand.

François Mitterrand

Il y a un réel danger à ces grands débats, parce que si l'on traite seulement le projet de l'homme, quel est le projet du Socialisme ?
D'abord, le Socialiste offre des visages très différents, même s'il a la même source d'inspiration, selon le pays où il s'applique, selon le contenu sociologique des pays où il peut se développer et, d'autre part, il y a une confusion permanente entre deux projets : un projet pour l'homme vivant en société, pendant le temps, de sa vie, qui est brève, et un projet pour l'homme avec sa projection dans le temps infini. Il n'y a pas de contradiction entre les 2 mots.
Le Socialisme et le christianisme - à l'origine du christianisme, à l'origine du Socialisme - expriment tout de même les mêmes besoins : il s'agit de considérer - tel est notre affaire, à nous, en tout cas, politiques, de considérer l'homme devant sa vie sur la Terre : les mêmes besoins, les mêmes valeurs, qui se résument en un mot : une libération à l'égard des autres hommes, libération, autant qu'il est possible, à l'égard de la nature des choses.
Le christianisme n'a pas été qu'un éveil spirituel, qu'une révélation, cela a été aussi me certaine appréhension d'un certain monde économique et social. Et même si César restait chez lui, il a bien compris que le message du Christ allait bientôt l'embarrasser.
Alors, il ne devrait pas y avoir autrement que pour ceux qui discuteraient théologie ou simplement d'idées, il ne devrait pas y avoir, ici, au-delà de ce thème que nous ne pouvons pas trancher, naturellement, de grandes difficultés entre nous. il n'y a pas antinomie. On peut tout au plus discuter des méthodes. D'abord, reconnaître que l'objet ne se recouvre pas entièrement, que pour tout ce qui concerne la vie de l'homme sur la Terre, dans la société où il se trouve, les deux projets peuvent se recouvrir entièrement le cas échéant, et qu'à l'origine si la même inspiration libérait l'homme de toutes les formes d'exploitation subjective, objective, le même but a inspiré les fondateurs du christianisme et les fondateurs du Socialisme.
Je crois que le christianisme, contrairement à ce qu'on dit souvent, n'a jamais ignoré les conditions économiques de son temps. Il ne pouvait pas prétendre les connaître toutes, il ne disposait d'ailleurs pas des méthodes scientifiques voulues. Le monde qu'il connaissait, ce n'était pas la monde de l'homme projeté

Fondation Jean Jaurès

à travers l'espace, mais le monde tout a fait défini d'un tout petit pays qui avait des contacts avec un tout petit Empire qui était l'Empire romain. Tout petit par rapport au reste de l'humanité, même de l'époque. Mais les connaissances s'arrêtaient là, les franges du monde historique s'arrêtaient vite aux frontières du Midi. On savait que l'Inde existait, et encore, on ne savait pas exactement comment l'atteindre.

Alors, je répète, ne déplaçons pas ce débat.

Si Socialisme et christianisme sont opposés c'est parce qu'au moment où le Socialisme est né le christianisme avait dévié. Je n'arrive pas à concevoir qu'un chrétien, comment un chrétien a pu ne pas être Socialiste au XIXème siècle. Et s'il ne l'a pas été c'est parce que l'Eglise avait changé, de mission, de son propre chef. Sans quoi la rencontre se serait faite tout de suite.

Comment, les hommes proposent la libération des dominations économiques ? Comment, ils veulent rejeter la toute puissance de classes dirigeantes dont chacun sait qu'elles sont oppressives ? Comment, le Socialisme demande un droit du travail, une protection sociale, un temps de vivre ? Comment, il demande une protection particulière pour les enfants, les femmes ? Comment, ils veulent qu'il y ait des logements habitables ? ... Ils souhaitent qu'il n'y ait plus seulement des rues tristes, avec, au bout, de l'alcool qui coule à flot, ils souhaitent que le nouvel esclave, le nouvel opprimé, le prolétaire, puisse développer sa perception des choses, et qui sait, sa conscience, et être maître, le cas échéant, de ses choix fondamentaux !.. Et tous les chrétiens n'ont pas été tout de suite Socialistes ?

Je suis très étonné, au fond, que le Socialisme ne soit pas né dans les milieux chrétiens au XIXème siècle.

Et alors, il y a eu un barrage. Le barrage, c'est que dans l'intervalle le christianisme est, était devenu, par ses instances dirigeantes, l'auxiliaire de l'ordre établi. Il ne faut pas renverser les rôles.

A partir de là, les Socialistes ont considéré que les chrétiens, toujours représentés par leurs organes officiels, étaient leurs ennemis. C'étaient leurs ennemis, puisqu'ils voulaient à tout prix maintenir un monopole d'Etat sur le plan enseignement, ils voulaient monopoliser, non pas les valeurs permanentes sur lesquelles nous sommes ici tous d'accord, mais un certain nombre de données purement factuelles qui étaient prétendument imposées, avec une fausse conception de la soumission à César ; soumission, certes, s'il s'agissait d'étudier le problème de soi-même, la connaissance de soi-même, de sa situation, son devenir par rapport à Dieu et par rapport à la marche du monde bien, le Socialisme n'a pas de réponse à apporter à cela, mais au moins faut-il admettre que pendant le temps de vie la libération de l'homme était notre domaine commun.

Alors, le Socialisme s'est développé dans des conditions antagonistes, malheureusement antagonistes.

Tantôt il a voyagé dans l'utopie, tantôt il a voyagé dans un réalisme dialectique

prétendant résoudre tout par les canons de la raison, et ajuster au bout de son petit mais long fusil l'ensemble des problèmes qui touche à l'homme.
Naturellement, il a fini par se tromper lui aussi, et par substituer ce qu'il était à autre chose. C'est cela l'hérésie Socialiste, après l'hérésie chrétienne.
L'hérésie chrétienne, je la situe naturellement dans l'orthodoxie, sans vouloir départager le Pasteur Dumas et d'autres partenaires ici - ce n'est pas le sujet de ma discussion -. Mais enfin, on a inventé un dogmatisme marxiste qui a fait des ravages, et qui a confondu la fin et les moyens. Naturellement, le dogmatisme marxiste est par définition anti-marxiste. C'est l'abandon de la démarche scientifique - aussi scientifique que possible, nous ne sommes pas dans le domaine des sciences exactes -, mais tout de même, scientifique du fait économique et social toujours changeant. Mais la valeur à rechercher reste la même, et le drame d'un certain Socialisme identifié par les régimes communistes depuis 1917, dans les pays de l'Est, est d'avoir précisément abandonné ces valeurs au bénéfice d'une méthode, qui est un dogme, qui a finalement, pour libérer l'homme, créé de nouvelles aliénations. D'ailleurs, cela est bien connu, ceux qui libèrent l'homme, qui en font progression, finissent par exprimer que hors d'eux-mêmes il n'y a pas de salut. C'est ce qui est arrivé. Ne vous trompez pas sur ma référence, c'est ce qui est arrivé au Parti Communiste.
Aujourd'hui nous nous trouvons, nous Socialistes français, dans cette situation, alors que nous avons, au sein du Parti Socialiste, une vocation autogestionnaire, c'est que nous sommes très surpris de voir ces mots confisqués par des spécialistes, et nous disons : c'est vrai, nul n'a le droit de se substituer aux masses, nul n'a le droit de se substituer à la classe ouvrière. On peut parler pour elle quand elle fait confiance, par les moyens qui lui sont propres, on ne peut pas finir par considérer que la classe ouvrière se résume dans une pression politique donné. Cela a été le malheur du dogme marxiste, de la méthode scientifique historique. Ils n'en restent pas moins les apports les plus considérables des temps modernes, vous le savez très bien, nul ne le conteste.
Donc le christianisme a raté le rendez-vous du XIXème siècle, le rendez-vous du monde industriel, le rendez-vous du prolétariat. Le Socialisme était en passe de rater le rendez-vous du XXème siècle, en refusant de considérer que l'homme ne peut pas être cerné, saisi par la seule dimension politique. Et si l'on admet qu'il est saisissable par la seule dimension politique et que le message d'un parti politique peut répondre à tous les besoins, alors, on est déjà dans une démarche totalitaire ; c'est en même temps ignorer la nature de l'homme, l'ignorer sans la connaître, sans prétendre la connaître, c'est croire précisément qu'on l'a déjà saisie.
Et l'homme est plus riche que cela, quelquefois plus pauvre, mais enfin, plus riche.
Notre perspective à nous - ceci vient d'être dit par Pierre Mauroy - est de dire :
Pour nous, un homme doit devenir responsable. Il est responsable de lui. Donc, il faut affiner les données de sa conscience. Il doit devenir responsable des

autres… enfin, dans la mesure où les autres ont besoin de lui.

Comme de toute manière on vit en communauté, il faut essayer de devenir, sans s'abolir, un des éléments, des rouages qui sont assemblés par le Socialisme, pour que l'organisation collectiviste serve à la libération de l'individu.

Si le raisonnement s'inverse, comme j'ai déjà eu l'occasion de l'écrire, il y a maldonne. Si l'organisation collective consiste à robotiser la civilisation, à faire que l'homme soit l'agent d'autre chose que de cette part infime et indéfinissable, sur laquelle je ne me prononce pas, et sur laquelle le Parti Socialiste n'a pas à se prononcer - qui est sa situation face à lui-même, face au monde, face à la création, face à sa propre création -, il y a maldonne. Entre l'âge, le moment où l'on naît, le moment où l'on meurt, nous savons bien que les chances d'accomplissement d'un homme par la possession de sa responsabilité tiennent à un certain nombre de conditions matérielles. Donc il est nécessaire de résoudre ce problème. Quand on l'aura résolu on s'apercevra que ce n'était pas suffisant.

Encore était-ce nécessaire ! Encore reste-t-il nécessaire que l'homme ne soit pas abruti par son travail, qu'il puisse s'accomplir dans ses amours, ses amitiés, dans son inquiétude et ses questions spirituelles, s'il en a ! S'il n'en a pas, qu'il vive comme il aime. Alors, aussi, qu'il retrouve la nature, la beauté, la poésie des choses, le goût d'une promenade... enfin, celui de la lecture, celui de la conversation, qu'il cherche tous les moyens qui lui paraîtront bons pour être davantage lui-même.

L'autogestion, si on arrive jusqu'au bout d'elle-même, c'est tout simplement l'individu capable de réfléchir, capable, et auquel on en donne le temps... Enfin, "on en donne"... notre rôle est d'essayer de le donner... ensuite, ce sera à lui de le prendre.

Mais, pour qu'il le prenne, il faut que d'autres conditions soient remplies. C'est pour cela que je m'acharne à répéter que le rôle d'un parti politique c'est déjà un rôle pédagogique. Il faut donner aux hommes avec lesquels nous vivons le moyen de s'informer, de se former, mais il faut qu'ils aient l'instrument du savoir pour avoir l'instrument du pouvoir. Ce qui ne veut pas dire qu'on va s'enfermer dans des catégories et dire : "tant qu'ils n'auront pas les instruments du savoir ils n'auront pas les instruments du pouvoir", ce serait trop commode. Mais on essaie de faire avancer, souvent mal, les choses en même temps, comme on ne peut. Ces deux démarches ne sont pas parallèles, elles doivent converger, mais sont concomitantes.

Il est évident que le pouvoir ne sera acquis que lorsque le savoir aura été possédé par le plus humble, le plus simple d'entre nous. C'est cela notre démarche Socialiste.

Il y a un antagonisme politique, je voulais le dire, il est né de la mauvaise rencontre des deux derniers siècles.

Il est temps d'y revenir, et c'est là que je réponds tout de suite au Père Talec : l'apport de chrétiens minoritaires n'en reste pas moins considérable, dans la mesure où, à mes yeux, cet apport minoritaire du XIXème siècle représente - je

peux me tromper, je m'exprime en mon nom, je pratique ma propre autogestion, d'ailleurs, au sein du Parti Socialiste je fais pareil, croyez-le, ce qui ne me vaut pas que des compliments - quelque chose. Sur le plan de la démarche du christianisme, il y a eu une sorte de permanence dans l'Eglise, au niveau sans doute de la méditation, au niveau aussi de l'action. Beaucoup d'hommes et beaucoup de femmes ont assuré cette permanence. Il n'y a pas eu de solution de continuité dans la démarche chrétienne, même s'il y a eu beaucoup de fioritures, même d'actions centrales regrettables.

Certains de ceux qui n'étaient pas les plus représentatifs de la pensée chrétienne officielle, eux, ont de suite compris, et ils en ont beaucoup souffert, et puis ont ressurgi, ici ou là. Cela leur a été très difficile, car l'avènement des luttes sociales qui s'organisaient contre le pouvoir établi, dont l'Eglise faisait partie, a créé en même temps un certain nombre de sectarismes, dont les Socialistes étaient loin d'être indemnes, par réaction. Et de ce fait le malentendu s'est aggravé.

Puis on a entendu, à la fin du XIXème siècle, certains messages, aussi bien au niveau des Papes, des premiers qui ont eu l'audace de considérer le monde dans sa réalité. Aussi bien, je me souviens de cela, puisqu'un membre de ma famille a été un de ces fondateurs, au moment de la naissance du Sillon. Et puis, au moment de la guerre 14-18. Beaucoup d'écrivains, beaucoup de chrétiens se sont bien gardés de suivre Barrés dans ses évolutions, et considéraient que certaines notions très formelles de la patrie pouvaient abolir tous les problèmes qui se posaient au peuple français en révolution, de nouveau asservi par deux effroyables guerres du monde capitaliste.

Je crois que l'apport, trop ignoré, considérable en valeur, d'Emmanuel Mounier, n'a pas été assez analysé par les analystes Socialistes aussi bien que marxistes, mais c'est un apport considérable. Le personnalisme, cela disait bien ce que cela voulait dire, car le Socialisme ne sera en effet l'instrument de la libération que nous recherchons que s'il est personnaliste. Le mot a été trouvé. C'est-à-dire qu'il fait bien comprendre aux hommes - je reprends un thème qui m'est cher, mes amis Socialistes m'excuseront - que la liberté n'existe pas à l'état naturel, elle existe peut-être sur le plan métaphysique - ce n'est pas ma discussion, je n'ouvre pas le débat de savoir quel est le degré de liberté de l'homme par rapport au déterminisme, je parle strictement politique -, je dis que l'homme ne rencontre pas la liberté, la liberté le fuit. Le système économique, social et politique qu'il trouve dans toutes les sociétés, partout, tout de suite, l'emprisonne aussitôt, et tout son combat tend à créer les conditions de sa liberté.

Et je crois qu'on peut dire franchement qu'il n'y a pas eu d'arme aussi efficace que le Socialisme, depuis 150 ans. C'est la seule réponse politique apportée au capitalisme du monde industriel, la seule.

Et il y a eu ce contre-sens, contre-sens souvent justifié et excusable, d'un Socialisme qui propose l'organisation de la société, le collectivisme, et qui "perd un peu les pédales", et qui finit par révérer la collectivité comme une personne,

comme un tout, qui deviendrait peut-être la nouvelle divinité. Or, nous savons bien que c'est absurde. Nous voyons bien comment cela peut finir ; cela peut finir par l'adoration de l'Etat, l'adoration du Parti, l'adoration de la race, l'adoration du sang, c'est-à-dire toutes les formes les plus regrettables du fascisme et du stalinisme que nous avons vécus dans notre jeunesse.
A ceci près, pour ce qui concerne le stalinisme - et je tiens beaucoup à cette distinction (je ne pourrais pas répondre à Farine comme je voudrais) -, que pour moi l'explication de la projection, l'évolution du communisme dans les pays de l'Est tient beaucoup plus aux critères de sous-développement qu'aux critères spécifiquement communistes. Tous les pays en voie de développement connaissent des crises de ce type. Savoir si le communisme n'en a pas rajoutées ! Oui, mais les données profondes des déviations communistes des pays de l'Est tiennent surtout aux conditions économiques dans lesquelles il se développait.
Cette parenthèse étant fermée, Emmanuel Mounier a, à mes yeux, un très grand rôle, car il a incité, non pas les chrétiens, mais les Socialistes à comprendre mieux l'objectif de la société Socialiste : que chaque individu trouve plus de chance, et de bonheur... J'emploie le mot "bonheur avec un petit b". Car, il faut aussi comprendre que la recherche Socialiste est aussi une joie, c'est, comme on dit souvent, une fête, ce n'est pas toujours triste et maussade, bien que souvent ça l'ait été. Mais j'emploie le mot bonheur avec une minuscule, car nous n'en sommes pas maîtres. Quand il y aura tout résolu il n'en restera pas moins que les hommes et les femmes rentreront chez eux avec du chagrin ou de la joie, et ce ne sera pas à cause de nous, et nous n'y pourrons rien.
Mais si on a accru leurs chances de ne pas mourir de faim, - et cela s'applique au milliard d'humains, car on dit : "C'est résolu, le problème de la faim", oui, bien sûr, pour nous -, il y a encore d'autres choses. Il y a les problèmes que j'évoquais tout à l'heure, celui de l'éducation, des temps de travail, des heures de transport, du salaire, de la protection sociale. Si tous ces problèmes sont résolus on peut passer du petit b au grand B, c'est plus facile en tous cas. On n'y passe pas fatalement, mais on a plus de chance. On n'arrive jamais au grand B si on ne passe pas par le petit b.
Sur le plan du renoncement, c'est une qualité individuelle, une mission personnelle, qu'aucun chrétien n'osera exiger des masses. Dire: "Vous n'avez qu'à vous mettre dans la situation de Job ou de Gandhi", très bien, c'est parfait, mais ce n'est pas une démarche, ni chrétienne, ni politique, c'est de l'ordre du conseil, ce n'est pas de l'ordre du précepte.
Il est donc incompréhensible que le Socialisme, et le christianisme, ne se soient pas rencontrés plus tôt. Cela est dû simplement aux deux antagonismes dogmatiques c'est-à-dire aux deux déviations.
Attention, je ne suis pas contre tout dogme, je comprends très bien que sur le plan théologique il y ait un dogme, mais sur le plan de la vie politique et des implications, le dogme doit cesser. Il y a une recherche, il y a des valeurs. Autour de cela, on avance comme on peut.

La difficulté du langage avec les chrétiens, c'est qu'ils ne font pas cette distinction. Finalement, vous nous reprochez toujours un peu, enfin en général - si j'étais resté là tout l'après-midi, j'aurais peut-être changé d'avis, je n'en suis pas sûr… enfin, je lirai les débats après coup - de ne pas répondre aux exigences de caractère théologique qui s'appliquent à un domaine où nous ne sommes pas.
II ne faut pas chercher simplement à donner, par l'organisation collective, par la réduction des formes d'exploitation, dont la première est économique, dont la seconde, non pas en valeur, est culturelle, un mieux être ; d'ailleurs, l'apport inestimable des mouvements de mai 1968, aussi, ridiculement gérés qu'ils aient été, c'est leur apport, disons, spirituel et intellectuel, même viscéral le plus important, c'est qu'ils ont tout d'un coup fait prendre la dimension qu'aucune des solutions économiques adaptées dans les pays capitalistes comme dans les pays Socialistes - les social-démocraties autant que les pays communistes - n'avait répondu à la question. Il ne faut pas tirer de ces événements de mai la conclusion qu'il faut changer de bord et se préoccuper uniquement des problèmes de la révolution culturelle et, par exemple, proclamer l'auto-gestion sans avoir, au préalable, saisi les leviers de commande de la société économique, et c'est en ce sens que je conteste très souvent certains thèmes du PSU ou de la CFDT, étant bien entendu que je suis, autant qu'eux - en tant que Premier Secrétaire du Parti, j'en prends la responsabilité - auto-gestionnaire.
Mais c'est cela, la vie éternelle sur la terre ! Tout de suite, c'est pour demain matin, ils sont pressés ! Et si on ne la leur donne pas, nous sommes quoi ? Hérétiques, et en tout cas traîtres... social-traîtres ! Je ne sais pas ce qu'ils sont, d'ailleurs... Mais il y a là quelque chose d'inadmissible entre l'objectif qui est fixé, la méthode que l'on choisit pour y parvenir, et l'immédiat, cette sorte de passion dévorante d'instituer aussitôt ce que l'on a à peine conçu et ce que les conditions de la société ne permettent pas d'imposer par décret, il y a là une certaine forme de démagogie.
Alors, nous ne marchons pas dans la démagogie.
L'antinomie de la démagogie, c'est la pédagogie.
C'est ce qu'a fait le programme commun, en dépit du différend, que nul n'a dissimulé sur ce plan, avec le Parti Communiste. C'est comme le différend sur l'Europe, nous sommes, nous, la majorité du Parti Socialiste - mais c'est la majorité qui fait la loi - pour la construction de l'Europe, nous sommes pour que cette Europe soit politique, nous sommes pour la grande Communauté nouvelle qui bâtira avec l'Europe de l'Est la sécurité collective mais qui ne coupera pas non plus ses ressorts avec le monde en mouvement, aussi bien américain, africain, qu'asiatique. Bon.
Avec les communistes, on ne va quand même pas faire mystère que nous n'avons pas la même démarche diplomatique !
Alors, qu'est-ce qu'on peut faire pendant cinq ans ?
Parce qu'on ne pourrait pas accorder immédiatement nos finalités, il ne faudrait rien faire ensemble, alors que l'on sait que les conditions politiques interdisent,

dans les cinq années qui viennent, à la Grande-Bretagne, par exemple de se rallier à la conception d'une Europe supra-nationale ? Nous irions renoncer à un avancement de l'Europe par l'insertion des syndicats, le développement d'une Europe sociale, la démocratisation du suffrage universel, enfin tout ce qui constitue des progrès ?

C'est une forme de maximalisme que de nous reprocher d'avoir obtenu un accord avec le Parti Communiste sans renoncer à notre objectif mais en acceptant un délai. Mais ce délai, il est celui de l'Histoire.

C'est la même chose sur le plan de l'auto-gestion. Quand on lit le Programme Commun, on voit que nous avons prévu la prise en mains, le contrôle, et le pouvoir des travailleurs, dans des domaines qui sont à peine abordés par les pays les plus audacieux ; on trouve une expérience norvégienne, on trouve une loi en gestation en Suède, j'en ai parlé avec Palme il y a quelque temps. Mais on le voit même chez Fiat, en Italie ! Ce qui veut dire, chers amis auto-gestionnaires : méfiez-vous de l'utilisation par le grand capitalisme d'un certain nombre de procédés qui permettent de couper au plus court et qui finissent par ignorer qu'il existe un affrontement de classes, au bénéfice d'une co-gestion dont je ne nie pas qu'elle présente certains intérêts, mais qui pourrait faire oublier la véritable recherche Socialiste et finir par faire confondre les deux termes d'autogestion et de co-gestion.

Alors, les cinq années qui viennent ? Si nous avons la majorité, ce sera en 1973... Si nous ne l'avons pas, ce sera en 1978... Tiens ! Les cinq ans sont déjà passés !

Pendant ce temps, qu'est-ce qui arrive ? Si nous parvenons, au niveau des entreprises, de toutes les entreprises, à créer un droit de veto des travailleurs sur le plan de l'embauche, du licenciement, des cadences, des classifications, du choix des agents de maîtrise, de l'hygiène, de la sécurité, alors qu'à l'heure actuelle les comités d'entreprise n'ont qu'un vague droit de regard sur les œuvres sociales, et si, dans les entreprises nationales, la majorité des conseils d'administration passe aux travailleurs, l'Etat devenant minoritaire, n'exerçant plus son contrôle qu'a priori dans le cadre de la planification démocratique, si nous y parvenons dans les cinq ans, qui pourra estimer que nous avons dormi en route et qu'il aurait fallu décréter l'auto-gestion ?

L'auto-gestion sans formation, l'auto-gestion sans éducation, avec l'indifférence d'une partie de la classe ouvrière pour la gestion, il n'y a qu'à voir les difficultés qu'ont les Yougoslaves à faire admettre que la participation à la direction de l'entreprise n'est pas simplement une possibilité d'avoir un salaire supplémentaire mais qu'il faut investir, qu'il faut auto-financer, qu'il faut avoir un plan de marche, qu'il faut insérer ce plan de marche dans la planification du pays, eh bien, elle est nulle ! Le capitalisme a réussi à bloquer toutes les issues ! Et vous croyez qu'on peut, comme cela, d'un seul coup, ouvrir les portes et les fenêtres et faire le bonheur de la classe ouvrière que nous aurons paternellement dirigée ? Non, il faut qu'elle soit en mesure elle-même d'assumer cette

responsabilité.
Alors, nous estimons qu'un programme de cinq ans, dans le cadre de celui que nous avons défini - sur le plan de l'Europe c'était un exemple, sur le plan de l'auto-gestion, c'en est un autre, mais c'est une sorte de philosophie d'action - correspond à une perspective qui n'encourt plus qu'une seule critique ou, disons, une seule inquiétude, qui est : oui, c'est bien, mais on sait qu'à compter du moment où l'on n'a pas tranché le fil, ensuite n'y a-t-il pas possibilité d'abandon ? Vous demandez des étapes, mais est-ce que vous n'allez pas rester à l'étape ?
C'est très difficile d'arriver à déterminer le réalisme de l'opportunisme, c'est très difficile, je le reconnais. Mais quelles sont les chances de la révolution immédiate, de la révolution auto-gestionnaire ? Est-il vraiment possible, en 1973, de décider pour la France une action qui ferait que nous serions, en 1973, l'An I du Socialisme auto-gestionnaire ?
Alors, notre démarche, je le dis hautement et avec amitié à ceux qui nous font des critiques, qui sont saines au demeurant - et je pense de nouveau à la CFDT - saines dans la mesure où elles nous obligent, parce que si elles ne nous obligeaient pas peut-être retomberions-nous, comme tous les grands partis politiques, dans le ron-ron, l'absence de questions, d'interrogations, d'angoisses et alors on finirait par devenir, en effet, purement empiriques - donc c'est très bon d'être fouetté, d'être piqué, d'être frappé, à la condition que nos partenaires acceptent d'être eux-mêmes, le cas échéant, soumis à la question… enfin, à la bonne !… (rires)… - est la suivante : aujourd'hui, je considère que, je ne dirai pas de la réconciliation, parce que ceux qui sont ici n'ont pas besoin d'être réconciliés, mais de la rencontre des courants chrétien et Socialiste, dans la mesure où ils sont encore loin de se confondre, naîtra le grand fleuve qui emportera, pour le siècle prochain, l'éternelle barrière. C'est ma conviction profonde. Cela ne-peut pas se faire dans les renoncements, je veux dire dans le renoncement de ce à quoi on tient essentiellement, c'est-à-dire que si le Socialisme considère que les chrétiens perdent leur temps dans une recherche métaphysique, qu'ils participent à l'abrutissement du peuple - résurgence de l'opium - et si les chrétiens veulent que les Socialistes adoptent une démarche purement utopique, mythique, moralisatrice - je ne dis pas morale parce que la morale n'est pas interdite dans la politique, a priori - et finalement fictive, non, mais si Ies chrétiens, comme le disait très bien Claude Gault, n'aspirent qu'à se confondre dans le combat politique, étant bien entendu qu'ils ont droit à des égards particuliers - c'est vrai, ils ont une susceptibilité, ils sont les détenteurs d'une vérité qu'on ne songe pas à leur disputer, sur laquelle d'ailleurs, je prends un peu car je ne suis pas du tout anti-chrétien, j'ai même une formation chrétienne - alors disons seulement que, nous, nous réclamons de vous le droit au doute. On ne vous demande pas grand’chose... (rires)... Pourtant, on vous a « arraché les tripes » en vous demandant cela, dans l'Histoire ! On demande le droit de dire : je ne sais pas, mais le droit aussi de continuer en disant : je

voudrais bien savoir et si vous êtes plus avancés, vous allez nous le dire. On ne demande pas plus.
Alors, à partir du moment où nous nous établissons sur la base d'une liberté supérieure, vous savez, il n'y a plus aucune barrière, mais aucune. II reste à régler un petit contentieux, celui de l'école, quelquefois, celui né de l'histoire de l'enseignement des prêtres, celui de l'application d'une législation qui a forcément des séquelles. Si le monde chrétien a tiré de la loi un certain nombre d'avantages, bien que certains, très évoluée, disant : "Cela nous est égal", nous sommes réalistes, nous comprenons très bien que nous pouvons blesser une partie du monde chrétien en apparaissant comme agressivement revanchards. Bon. Alors, tout cela, on y veillera. La victoire de la gauche, en 1973 ou plus tard, peu importe, ne sera pas la revanche, et c'est en ce sens que vous pourrez nous aider beaucoup.
Notre projet de l'homme, c'est cela, tout est très concret - la question de Gault redevient très virulente - c'est-à-dire que si en effet, nous commençons à l'avènement de la liberté, par la suppression des libertés, évidemment, on commence mal ! C'est vrai, que ce que nous avons écrit noir sur blanc du débat que nous avons eu avec les communistes sur l'alternance démocratique, alternance qui semble d'ailleurs aujourd'hui ne plus gêner que M. Pompidou, nous y croyons.
Reste une question, qui consiste à dire : oui, mais d'abord, êtes-vous sûrs de ne pas vous tromper *?* Êtes-vous sûrs de ne pas être, trompés ? Êtes-vous sûrs que le rapport des forces vous permettra, dans l'hypothèse tout à fait gratuite où le parti communiste aurait simplement été un bon tacticien, de faire ce que vous écrivez ?
Je m'adresse à des chrétiens. Il n'est pas possible à celui qui vit vraiment sa foi de ne pas comprendre que ce que l'on dit, que ce que l'on écrit, que ce sur quoi l'on s'engage pendant des mois et des années devant les masses, que ce que l'on fait finit par vous faire. Le parti communiste, qui a accepté ce grand pacte avec nous, sur la base de la proclamation des libertés, celles de 89, les libertés individuelles, celles de 48 et la suite, les libertés collectives, prend une sorte d'engagement, je dirai malgré lui, bien que je sois convaincu que c'est aussi volontairement, qui transforme la nature des choses.
Notre peuple nous écoute et croit en nous ; il croit en nous, pas à 100 pour cent, mais dans une forte proportion. S'il devait être déçu, vous imaginez l'immense responsabilité ! Mais s'il devait être déçu, il resterait les Socialistes pour partager cette déception et pour en tirer les conséquences. Ne croyez-vous pas qu'à ce moment-là, il y aurait, vers le courant Socialiste un formidable courant d'intérêt, de sympathie *?* Pourquoi le parti communiste commettrait-il l'erreur, combien de temps après le stalinisme, un demi-siècle après l'avènement de la révolution russe, de ne pas saisir, dans des pays industriellement avancés, les moyens que fournissent la science, la technique, le développement de l'éducation ? Les communistes sont des hommes modernes ; ils ont été comme une armée

campant sur territoire ennemi, comme la classe ouvrière, dans une société de domination où les travailleurs étaient écrasés. Aujourd'hui, on sait bien que le combat continue, mais nous ne sommes plus derrière les murs de la forteresse et, sur ce plan-là, c'est Mao qui a raison : un parti ne doit pas être fermé au monde qui l'entoure, ce n'est pas une armée qui circule à travers un pays, soit en position offensive, soit en position défensive, ce sont des hommes et des femmes qui partagent jusqu'au langage - c'est pourquoi souvent nous engageons une lutte au sein de notre parti contre le langage ésotérique -, c'est-à-dire jusqu'aux moyens de communication.
Nous sommes seulement quelques-uns de ceux qui vivent sur cette terre, sur cette terre qui s'appelle pour l'instant la France, un bout de l'Europe, etc., et cette démarche d'esprit - j'en aurai fini avec cela - c'est-à-dire celle d'un parti ouvert, d'un parti qui tente d'exprimer les besoins profonds, sans prétendre avoir plus raison, qui tente d'exprimer les besoins de son temps, qui communique par tous les moyens possibles avec ceux qui vivent dans la même rue, dans la même maison, dans le même village, dans le même quartier, dans le même club sportif, partout, qui tente d'essayer de comprendre, d'essayer d'exprimer, de représenter, de signifier, cette démarche, elle est forcément celle du christianisme, sous quelque forme que soit ce christianisme, qu'il soit l'héritier de l'Église ou de la révolution du libre examen, c'est la même démarche. C'est là qu'on se rejoint.
Seulement, à mon avis, tout ce que je vous dis trouve son explication concrète dans Ie programme commun. On ne peut pas nous reprocher, sauf erreur technique toujours possible, sauf appréciation hâtive ou incomplète - ce n'est pas un chef-d'œuvre - comme on l'a fait dans certains journaux qui nous sont très amis ou très chers - même si ce ne sont pas mes amis, on les respecte dans la gauche -, de ne pas avoir de projet de l'homme, comme vous l'avez dit tout à l'heure… Je ne l'ai pas entendu, mais j'ai entendu l'écho de vos paroles dans vos discussions. Notre projet n'est pas contenu dans le document en question, mais il n'est pas possible qu'un chrétien, s'il a l'âme sensible et l'oreille attentive, n'ait pas perçu l'écho d'un formidable renouvellement des valeurs au sein du Socialisme. Voilà d'ailleurs pourquoi nous avons tenu à vous rencontrer aujourd'hui.
(Applaudissements)

Charles Hernu - Je vous remercie. Je vous signale, Mesdames et Messieurs, que le troisième « Porte Ouverte » aura lieu le 10 janvier, ici, je crois, à 14h30. Maintenant, les organisateurs, le Parti Socialiste seront heureux, revenant à des nourritures plus terrestres, de vous convier à vous rendre au buffet dans le salon d'à côté.